

LE MONDE
DIMANCHE



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Le Monde

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie, 2 DA; Maroc, 3,00 dir; Tunisie, 280 m.; Allemagne, 1,00 DM; Autriche, 15 sch.; Belgique, 26 fr.; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA; Danemark, 6,50 Kr.; Espagne, 80 pes.; E.-U., 95 c.; G.-B., 45 p.; Grèce, 66 dr.; Irlande, 70 p.; Italie, 1.000 L.; Liban, 350 P.; Libye, 0,350 DL; Luxembourg, 27 f.; Norvège, 8,00 kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal, 60 esc.; Sénégal, 225 F CFA; Suède, 7,75 kr.; Suisse, 1,40 f.; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Droit de la mer
et égoïsmes nationaux

L'euphorie règne à la Jamaïque : cent dix-neuf pays ont signé, le vendredi 10 décembre, la convention du droit de la mer. Mais ce texte, dont le but était de régler globalement tous les problèmes liés à la mer, marque-t-il vraiment le début d'une nouvelle ère de plus grande justice dans les relations internationales ?

Au départ, tout devait être fait dans l'intérêt de l'humanité. A l'arrivée, il est évident que les égoïsmes ne sont pas morts.

En 1970, l'Assemblée générale des Nations unies avait décidé à l'unanimité que les fonds marins situés au-delà des juridictions nationales constituaient le « patrimoine commun de l'humanité », qui serait exploité au profit de tous, mais surtout des pays en voie de développement. Or, dès le début de la conférence, les pays en voie de développement ont lancé l'idée, d'abord repoussée par les États industrialisés, des « zones économiques exclusives » grâce auxquelles les pays côtiers ont la propriété entière des ressources vivantes et minérales des eaux, du sol et du sous-sol sous-marins jusqu'à 200 milles nautiques (370,4 kilomètres) vers le large.

Les eaux et les fonds internationaux ont été ainsi réduits de 30 %, et le régime purement international ne s'applique plus qu'à 217 millions de kilomètres carrés (alors que la surface totale des océans et des mers est de 362 millions de kilomètres carrés). Notons, en outre, que 85 % des hydrocarbures offshore et la quasi-totalité des ressources vivantes marines sont désormais situés dans les zones économiques exclusives. Rappelons enfin que les États côtiers ont la propriété des ressources de leur plateau continental, si celui-ci est très étendu (jusqu'à 350 milles - 648 kilomètres - vers le large).

Cette appropriation par les États côtiers de vastes zones marines a, bien évidemment, fortement déplu aux pays sans littoral ou « géographiquement défavorisés » (dont la zone économique exclusive est très réduite à cause de la configuration des côtes ou des frontières terrestres). Ils se sont regroupés pour défendre - sans grand succès - leurs intérêts, c'est-à-dire un certain partage des ressources des zones économiques de leurs voisins côtiers.

De même, le Pérou et l'Équateur, qui, dès 1952, ont étendu leurs eaux territoriales à 200 milles, s'opposent à la limitation de celle-ci à 12 milles (22,2 kilomètres) stipulée dans la convention.

Autre manifestation des égoïsmes : les ressources minérales des grands fonds marins devront être exploitées au profit principal des pays en voie de développement. Mais les producteurs, aussi bien en voie de développement qu'industrialisés, de minerais terrestres de manganèse, de nickel, de cuivre et de cobalt, ont imposé à l'avance la limitation de l'exploitation des nodules polymétalliques. Ces restrictions, inscrites dans le texte, et les transferts obligatoires vers les pays en voie de développement des technologies très sophistiquées indispensables à l'exploitation des nodules sont à l'origine du refus opposé par les États-Unis et d'autres pays industrialisés à la signature de la convention. Même la France, qui a signé et dont le gouvernement souhaite changer la nature des rapports Nord-Sud, a fait savoir qu'elle avait la ratification de la convention notamment aux modalités des transferts de technologie.

La convention, certes, règle de façon satisfaisante nombre de problèmes. Mais comment pourrait-elle entrer en vigueur si chacun n'abandonne pas un peu - et même beaucoup - de ses égoïsmes particuliers ?

(Lire nos informations page 2.)

L'Inde, le Brésil et la Chine
s'intéressent à l'Antarctique

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, a installé très récemment le nouveau conseil consultatif des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Celui-ci est désormais composé de M. Claude Fréjaces (président du Centre national de la recherche scientifique, qui en est le président, de M. Jean-Paul Prost (représentant le ministère de la mer), de M. Jacques Le Nouan (représentant le ministère de la défense), de M. Marcel Pittavino (ministère des transports), de M. Didier Spire (de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer) (1) et de deux personnalités choisies pour leurs compétences dans divers domaines concernés par les TAAF, M. Jacques Labeyrie, directeur du centre des faibles radioactivités (C.E.A. et C.N.R.S.) et M. Paul-Emile Victor, ancien directeur des expéditions polaires françaises.

Convoitises sur le continent blanc

par YVONNE REBEYROL

M. Emmanuelli a annoncé que la décision avait été prise de construire à Dumont-d'Urville, la base de Terre-Adélie, une piste de 100 mètres de long qui permettra d'acheminer par voie aérienne depuis l'Australie le personnel des campagnes d'été et celui des hivernages. Le coût de la piste et de ses équipements est estimé à 74 millions de francs, ce qui est beaucoup moins coûteux que la construction d'un bateau polaire (le *Polarisier* tout neuf de l'Allemagne fédérale a coûté 600 millions de francs). Autre avantage important : un avion (de type Transall) pourra voler entre l'Australie et la Terre-Adélie de novembre à mars, ce qui étendrait à cinq mois la durée des campagnes d'été. Celles-ci sont réduites actuellement à deux mois (puisque le personnel est acheminé par bateau) à cause de la courte période pendant laquelle la voie maritime est à peu près libre de glace (le *Monde* du 31 décembre 1981).

Il est important pour la France d'exploiter son effort de recherche en Antarctique car plusieurs pays sont intéressés par leur intérêt pour le continent blanc. Ainsi le Brésil a-t-il acheté le *Thalys-Dan*, rebaptisé *Barao-de-Teffé*, navire polaire danois qui assurait depuis plus de dix ans la relève de Dumont-d'Urville et celle des bases antarctiques australiennes. La France a joué

de son côté un cargo polaire canadien, le *Lady-Franklin*.

Le Brésil a organisé, du 30 août au 3 septembre derniers, un « séminaire sur les recherches antarctiques » auquel ont participé une centaine de scientifiques brésiliens de diverses disciplines et sept experts étrangers pour établir un projet de campagne pour l'été austral 1982-1983, dont le coût est estimé à quelque 6,5 millions de dollars (environ 48 millions de francs).

(Lire la suite page 2.)

(1) Ces cinq organismes sont représentés de droit au conseil consultatif des TAAF.

● L'assemblée de Corse demande
au gouvernement d'« assurer l'ordre public »
Lire nos informations page 16

● Les anciennes prostituées de Grenoble
n'ont pas réussi leur réinsertion
deux ans après la condamnation de leurs proxénètes.
Lire page 6 l'article de CLAUDE FRANCHILLON

Les accords salariaux sont signés
à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P.

Les dossiers de préretraite
seraient reçus jusqu'au 15 décembre

La C.G.T. a décidé de signer deux accords salariaux à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. La revalorisation des bas salaires mais surtout la présence explicite d'une clause de sauvegarde du pouvoir d'achat, ou l'annonce de nouveaux rendez-vous pour réajuster les salaires en cas d'augmentation plus importante que prévue des prix - ce qui remet en cause le principe de non-indexation - expliquent, en grande partie, l'attitude des cégétistes.

Autre remise en cause : celle de la circulaire fixant au 1^{er} décembre la date limite de dépôt des contrats de solidarité. Les services de l'emploi qui acceptaient un report « aux environs » du 10 décembre le fixeraient au 15 décembre.

Trois mois après que M. Mauroy eut adressé, le 10 septembre, aux ministres ayant sous leur tutelle des entreprises du secteur public et nationalisé, des directives salariales, celles-ci semblent quelque peu dépassées par l'évolution des négociations. Le relevé de conclusions dans la fonction publique, qui a affaibli la rigueur salariale en introduisant une clause de sauvegarde, a « essaimé » dans le secteur public et nationalisé. La clause de sauvegarde, prosaïque à l'origine, y devient la règle.

Formellement prévue - sur le « modèle » de la fonction publique - à la R.A.T.P., elle est également contenue en filigrane dans l'accord social qui vient d'être signé à la S.N.C.F. (le *Monde* du 10 décembre) et a été introduite à l'E.G.F. Dans ce contexte, il n'est plus étonnant, malgré les réserves qu'elle a avancées, que la C.G.T. ait signé tant à la R.A.T.P. qu'à la S.N.C.F. et que plusieurs syndicats s'insèrent dans le processus contractuel. Mais était-il nécessaire, à l'heure où l'on se réclame d'une rigueur qui devra sans doute être accrue en 1983 du fait de la situation économique, de « payer » ces signatures par une clause de sauvegarde qui remet en cause la non-indexation des salaires sur les prix ?

À la S.N.C.F., si la C.F.D.T. et la F.M.C. ont refusé de signer l'accord social - qui, comme à la R.A.T.P., ne porte pas que sur les salaires, - F.O., les autonomes et la C.G.C. ont joint leurs signatures à celle de la C.G.T.

MICHEL NOBLECOURT.
(Lire la suite page 12.)

Trêve agricole
entre l'Europe
et les États-Unis

La Commission européenne et la délégation ministérielle américaine, qui se sont rencontrées vendredi 10 décembre à Bruxelles, sont convenues de mettre une trêve à la querelle agricole qui oppose. Les fonctionnaires américains et européens ont été chargés d'examiner, dans les trois mois qui viennent, les litiges qui opposent, en matière agricole, les États-Unis et la Communauté.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - « Il n'y aura pas de guerre commerciale agricole. Nous sommes tombés d'accord sur un certain nombre d'actions communes... » Ces propos, tenus par M. Block, le secrétaire à l'agriculture des États-Unis, à l'issue des entretiens qui se sont déroulés vendredi 10 décembre à Bruxelles entre la Commission européenne et une délégation de cinq ministres américains, conduite par le secrétaire d'État, M. Shultz, sont rassurants. Ils illustrent la volonté de l'administration Reagan, sous l'influence modératrice de M. Shultz, de « calmer le jeu », de taire ou au moins de rendre plus discrètes les menaces de représailles adressées à la Communauté dans le cas où elle refuserait d'aménager, dans le sens voulu par Washington, la politique agricole commune (PAC).

Car c'est le contentieux agricole qui a occupé la place principale dans les conversations euro-américaines, même si d'autres dossiers, telles les affaires monétaires ou les relations commerciales Est-Ouest, ont été également abordés. Il apparaît cependant que ce n'est guère plus qu'une trêve, et une trêve de courte durée, qui a été décrétée vendredi à Bruxelles : au cours des trois premiers mois de 1983 les fonctionnaires américains et européens vont examiner ensemble, cas par cas, les litiges qui se posent dans le commerce agricole, notamment sur les marchés extérieurs où les États-Unis et la Communauté se trouvent en compétition, et essayer de les résoudre de façon pragmatique. A l'issue de cet exercice, les deux parties feront le point... et puis on avisera. La réunion de Bruxelles a au moins réussi à différer la crise.

Les États-Unis voudraient obtenir de la Communauté qu'elle renonce progressivement à octroyer des subventions pour exporter ses excédents agricoles. Dans la droite ligne de la position prise par la C.E.E. lors de la session ministérielle du GATT à Genève, les commissaires ont donné une nouvelle fois une réponse négative. « La PAC fait partie du ciment de la Communauté. Inviter celle-ci à la réformer de manière radicale, c'est un peu comme si l'on demandait aux États-Unis de changer leur Constitution », a expliqué M. Dalsager, le commissaire chargé des affaires agricoles.

PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire la suite page 13.)

L'environnement dans le tiers-monde

Une dégradation qui rend illusoire tout progrès sanitaire

La dégradation de leur environnement préoccupe, depuis quelque dix ans, les Occidentaux. Pollution de l'air, de l'eau, des aliments par les procédés chimiques et industriels, agression par le bruit, destruction des espaces verts, aucun de ces éléments n'est, certes, négligeable.

Dans le tiers-monde, les atteintes au milieu naturel prennent une toute autre dimension : la désertification, l'épuisement des sols, l'absence généralisée de mode d'évacuation des déchets, la pollution massive de l'eau, la malnutrition, le déversement de produits toxiques interdits en Occident, pour ne citer que ces exemples, rendent illusoire tout progrès sanitaire et menacent la vie de centaines de millions d'être humains.

Tunis. - En quelques décennies, plus de dix millions de kilomètres carrés ont été stérilisés par l'action de l'homme, alors que la planète ne compte guère que 13 à 14 millions de kilomètres carrés de terres cultivées (1). On mesure à ces quelques chiffres l'ampleur de la menace que

C'est sur ce thème : « Environnement et santé » que l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) et l'ENDA-tiers-monde (Environnement et développement de l'Afrique) qu'anime M. Jacques Bugnicourt, viennent de réunir à Tunis, moyennant l'aide du ministère tunisien de la santé, un colloque au cours duquel les atteintes multiples que subit l'environnement dans le tiers-monde, notamment en Afrique, ont été stigmatisées. Que faire, pour remédier à une telle détérioration ? D'abord cesser de considérer le tiers-monde comme un milieu protégé du simple fait de sa sous-industrialisation. Ensuite, intégrer la variable sanitaire dans chaque plan de développement, en la posant comme une priorité et non plus comme une annexe facultative ou négligée.

De notre envoyée spéciale
CLAIRE BRISSET

fait peser la désertification sur certaines des populations les plus pauvres du globe.

Les données recueillies pour l'Afrique sont des plus alarmantes : selon les estimations fournies par le P.N.U.E. (Programme des Nations unies pour l'environnement), quelque 55 % du territoire africain sont aujourd'hui menacés par la désertification, à des rythmes divers. « L'enjeu consiste ni plus ni moins, écrivent les experts du P.N.U.E., dans la ruine ou la sauvegarde de plus de la moitié du territoire et d'environ

le quart de la population du continent. »

(Lire la suite page 7.)

(1) Cf. « Les déserts faits par l'homme », par Yvonne Rebeyrol (le *Monde* du 13 octobre 1976).

« L'OPÉRA NOMADE », PAR LE LIERRE THÉÂTRE

Les parias
du chemin de fer

Les comédiens du Lierre Théâtre travaillent depuis deux ans dans un local que leur loue la S.N.C.F., juste en bordure des voies du chemin de fer, sous le boulevard Masséna.

Cet ancien atelier de cheminots était occupé jusqu'alors par un foyer de l'Armée du salut, installé à présent à 30 mètres de là, rue du Chevaleret, dans un immeuble de verre construit par Le Corbusier.

Ce quartier du Chevaleret est l'un des plus froids et des plus noirs de Paris. Au lendemain de la seconde guerre, le sociologue Chombart de Lhuve avait publié des statistiques sur le peuple de Paris, montrant que les habitants des onzième et treizième arrondissements étaient dans l'ensemble d'une taille plus faible que ceux des septième et seizième, que la mortalité infantile et la tuberculose étaient chez eux plus courantes, et

par exemple qu'il n'y avait pas d'écoles de l'école polytechnique nés dans ces deux arrondissements, aux alentours des gares de Lyon et d'Austerlitz.

Les tranchées pratiquées dans le tissu urbain pour permettre le passage des trains avaient laissé de part et d'autre, dans les anciens faubourgs, des zones comme maudites, où sont domiciliés des citadins à bas salaires, où campent encore aujourd'hui des ouvriers immigrés clandestins. Il est significatif de l'esprit de Le Corbusier qu'il ait réalisé l'une de ses rares architectures précisément rue du Chevaleret.

L'implantation d'une troupe de comédiens dans cette même zone suscite un petit appel d'air.

MICHEL COURNOT.
(Lire la suite page 9.)

les must de Cartier

CARTIER OR 18 CT

GARANTIE INTERNATIONALE CARTIER

M. LIONEL STOLÉRU
invité du « Grand Jury
R.T.L. - le Monde »

M. Lionel Stoléru, ancien ministre, membre du bureau politique du parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « le Grand Jury R.T.L. - le Monde » dimanche 12 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Stoléru, qui fut secrétaire d'État auprès du ministre du travail de 1976 à 1981 dans le gouvernement Barre, répondra aux questions de Pierre Drouin et André Passeron pour le Monde, de Christian Ménanteau et Paul-Jacques Truffaut pour R.T.L., le débat étant dirigé par Henri Marqua.

DIPLOMATIE

Cent dix-neuf pays ont signé la convention sur le droit de la mer

Montego-Bay (Jamaïque). - Applaudissements, congratulations. Quand, un peu avant midi, vendredi 10 décembre, le président de la Conférence sur le droit de la mer, M. Tommy Koh (Singapour), a annoncé les résultats, les délégués des cent quarante-quatre pays représentés n'en ont eu que pour leurs oreilles : cent dix-neuf signatures figuraient au bas de la convention. Jamais, entendait-on dans les travées, traité international n'a été signé aussi vite à une telle majorité. A New-York, les estimations les plus optimistes du secrétariat de la Conférence avaient oscillé entre quatre-vingts et quatre-vingt-dix signatures.

Sur les cent soixante-huit pays et organisations invités à participer à cette conclusion de dix années d'efforts, vingt-quatre n'avaient pas répondu. Parmi les grands absents : l'Argentine, l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud, la Syrie, le Liban. Tous les présents ont cependant signé l'acte final de la Conférence, à l'exception de la Turquie.

Vingt-deux pays ont refusé de signer la convention. Parmi les « non » figurent les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Japon, Israël, la Suisse, la Jordanie, Oman, la Turquie, le Pérou, le Venezuela, la Corée du Sud, la Libye.

Plusieurs des « non », d'ailleurs, paraissent être des « oui » remis à un peu plus tard, comme celui du Japon, qui pourrait attendre que soit passée la visite que son nouveau premier ministre doit faire prochainement au président Reagan. L'Italie, le Zaïre, la République fédérale d'Allemagne, pourraient aussi rejoindre prochainement le camp des « oui ». D'autres pays, comme l'Espagne, le Venezuela, le Pérou, l'Equateur, estiment que les nouvelles limites maritimes établies par la convention leur portent préjudice. D'autres encore, comme la Jordanie, le Liban, Oman, l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud, pourraient avoir cédé aux pressions américaine ou britannique.

La Communauté européenne a signé l'acte final, mais pas la convention, faute d'une majorité de « oui » parmi les Dix : le Luxembourg a finalement renoncé à signer.

Le « non » très ferme des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, hostiles aux articles concernant la limitation de l'exploitation des fonds

● L'Assemblée générale des Nations unies a voté, vendredi 10 décembre, par 113 voix contre 4 et 23 abstentions, une résolution demandant la création d'un Etat palestinien indépendant et le retrait inconditionnel d'Israël des territoires occupés. Seuls Israël, les Etats-Unis, le Canada et Costa-Rica ont voté contre la résolution. Les dix pays de la C.E.E. se sont abstenus. D'autre part, l'Assemblée avait adopté, jeudi 9, dix résolutions condamnant l'apartheid de l'Afrique du Sud et régulant diverses sanctions contre le régime de Pretoria. Une seule des résolutions, appelant les Etats membres à contribuer généreusement au Fonds d'aide de l'ONU aux victimes de l'apartheid, a fait l'objet d'un consensus général. Les Etats-Unis ont voté contre toutes les autres résolutions. La France a, pour la première fois, voté en faveur des textes sur la création d'un Centre contre l'apartheid et sur l'apartheid dans le sport. - (A.F.P.)

De notre envoyée spéciale

marins et les transferts de technologies aux pays du tiers-monde, n'a pas manqué de provoquer des réactions chez les non-alignés et des allusions aigres au « condominium anglo-saxon ». La déclaration américaine a cependant été relativement modérée, réitérant sans doute les positions personnelles du chef de la délégation, M. Thomas Clingan, l'un des meilleurs spécialistes du droit de la mer.

Une sérieuse offensive canadienne se dessine cependant en réponse au « non » américain. Ottawa, qui a entrepris de réunir périodiquement les « pionniers » intéressés à explorer et exploiter rapidement les fonds marins (Etats-Unis, Canada, France, Royaume-Uni, R.F.A., Italie, Japon, Belgique, R.S.S., Inde et Pays-Bas), laisse entendre que les représentants de Washington n'ont plus guère de raison d'assister à ces réunions, puisque les Etats-Unis menacent de passer outre à la convention. « Les droits et les devoirs sont inséparables », a déclaré, vendredi soir, le délégué canadien, Alan Beesley. Les Canadiens souhaitent même que ces réunions des « pionniers » ne restent ouvertes ultérieurement qu'à ceux qui ont l'intention de ratifier la convention.

Le succès de la convention est salué unanimement comme un grand succès des Nations unies : « Au moment où la coopération internationale traverse une crise grave et où le réflexe d'appel aux mécanismes internationaux pour résoudre les problèmes d'envergure mondiale s'affaiblit, la convention arrive comme une bouffée d'air frais », a déclaré

le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, dans son discours de clôture.

La question la plus urgente est la désignation du président de la commission préparatoire qui doit commencer ses travaux le 15 mars à Kingston (la capitale de la Jamaïque). L'actuel président de la Conférence, M. Tommy Koh, dont le talent et l'humour ont aidé, depuis deux ans, à lever bien des obstacles, s'est recusé par avance.

Le groupe africain, appuyé par une partie des non-alignés, fait campagne pour M. Paul Engo (Cameroun), ancien représentant permanent adjoint à New-York, mais cette personnalité ne fait pas l'unanimité dans les groupes européen, latino-américain ou asiatique. Les Européens penchent pour une candidature norvégienne : M. Jens Evensen (Norvège), l'un des plus anciens architectes de la convention, ou M. Peter Bruckner, le jeune et brillant sous-directeur des affaires étrangères danais.

Chacun admet que du sérieux des premiers travaux de la commission préparatoire dépendront les adhésions encore en suspens et peut-être un ralliement tardif des Etats-Unis. Une solution intermédiaire consisterait à confier un intérim de quelques mois à M. Koh pour « mettre la commission en selle ». Un mauvais départ de la commission pourrait, en effet, précipiter vers sa perte une convention fragile.

NICOLE BERNHEIM.

Convoitises sur l'Antarctique

(Suite de la première page.)

Certes, il ne s'agit encore que d'une campagne exploratoire destinée à familiariser les scientifiques brésiliens avec un domaine entièrement nouveau pour eux et à rechercher du côté de la mer de Weddell un site favorable à l'installation d'une base permanente, mais il est de notoriété publique que le Brésil revendique bientôt une portion du continent antarctique. Située directement au sud du Brésil, du côté de la mer de Weddell, cette portion recouvrirait donc en grande partie le secteur déjà revendiqué à la fois par la Grande-Bretagne et l'Argentine.

L'opération Gangotri

Autre pays qui s'intéresse à l'Antarctique : l'Inde. Préparée dans le plus grand secret (2), l'opération Gangotri, si l'on en croit l'hebdomadaire *India Today* du 31 mars 1982, a été parfaitement réussie et n'a coûté que 180 millions de roupies (environ 150 millions de francs). Partie de Goa le 6 décembre 1981 à bord du *Polar Circle*, navire polaire norvégien loué par l'Inde, mais commandé par un Norvégien, l'expédition indienne, comptant vingt et une personnes, a débarqué sur l'*ice-shelf* (3) flottant devant la côte de la Terre de la Reine-Maud (dans le secteur norvégien) le 9 janvier 1982 et a installé un camp par 69° 59' de latitude sud et 11° 7' de longitude est... c'est-à-dire à quelque 100 kilomètres au nord de la base soviétique de Novolazarevskaya.

Les Indiens ont occupé le camp de Gangotri pendant dix jours. Selon *India Today*, ce laps de temps a été fort occupé : installation d'une station automatique (météorologique ?) à 80 kilomètres vers le sud (donc tout près de Novolazarevskaya), visites (par hélicoptères Alouette ?) à la station soviétique et aussi à la base japonaise Showa située pourtant à un millier de kilomètres à l'est de Gangotri (rappelons que les Alouettes ont une autonomie de vol d'environ 300 kilomètres).

L'Inde et le Brésil n'ont pas encore demandé à être les quinièmes et seizième Etats parties au traité de l'Antarctique (4).

Le cas de la Chine est un peu particulier. Ce pays souhaite manifestement engager des recherches dans l'Antarctique. L'Australie et la France ont longtemps refusé de prendre des Chinois à bord du bateau de relève de leurs bases, mais en 1978 les Français de Dumont d'Urville ont eu la surprise de voir deux Chinois à bord du *Thaladun*, qui avait dû faire une escale imprévue à Dumont-d'Urville au cours du trajet Casey (une des bases australiennes) - Melbourne... Les ministères et organismes français concernés semblent être d'accord pour que deux Chinois participent, l'an prochain, à l'expédition française en 1978.

tique... sous réserve qu'il y ait deux places disponibles sur le bateau.

Rivalités en Allemagne fédérale

L'Allemagne fédérale a installé, depuis février 1981, sa base dénommée Georg-Von-Neumaier, par 70° 37' de latitude sud et 0° 8' 22" de longitude ouest (5). La station peut abriter sept hivernants et une cinquantaine d'estivants. Sa relève devrait être assurée à partir de cette année par le *Polarstern*, bateau polaire qui a été lancé en février.

Juste avant la guerre, le régime nazi avait manifesté son intérêt pour l'Antarctique en y envoyant une expédition qui avait donné le nom de Nouvelle-Souabe à la Terre de la Reine-Maud. Depuis quelques années, l'Allemagne fédérale s'intéresse beaucoup à l'Antarctique : elle s'y intéresse tellement qu'il y a rivalité entre divers organismes. En 1980, le gouvernement fédéral a créé, à Bremerhaven, l'Institut de recherche polaire Alfred-Wegener et a attribué 300 millions de marks (840 millions de francs) au programme antarctique. Mais l'université de Kiel a, elle aussi, créé un institut similaire sous l'égide du ministère de l'Éducation du Land du Schleswig-Holstein, et l'Institut de Hanovre, qui dépend du ministère fédéral de l'économie, a son propre programme polaire.

Pendant l'été austral 1979-1980, l'Institut de Hanovre a organisé avec succès dans la Terre-Victoria sa première expédition. Ganovex I (German Antarctic North Victoria Land Expedition). Ganovex II, en décembre 1981, s'est pratiquement achevée par l'écrasement dans la glace et le naufrage de son navire, le *Gotland-II* ; tout le personnel fut sauvé. Le désastre de Ganovex II a été expliqué par la précipitation des organisateurs impatientes de louer un bateau sans vérifier si celui-ci était vraiment apte à naviguer dans les mers antarctiques sans l'assistance d'autres bateaux polaires (6).

La France semble se préparer à intensifier son activité scientifique dans ses quatre bases antarctiques et subantarctiques. Le budget général du territoire d'outre-mer des TAAF devrait être de 132 millions de francs en 1983 (il était de 112 millions de francs en 1982), y compris les crédits qui sont fournis par le ministère de la recherche. Le budget scientifique du territoire devrait se décomposer ainsi en 1983 : 19 millions de francs (17,4 millions en 1982) pour le fonctionnement dom, notamment, 8,8 millions de francs pour le personnel ; 3,3 millions de francs pour le matériel ; 2,4 millions de francs pour les frais de relève ; 2,2 millions de francs pour les campagnes océanographiques. Pour les équipages, 16 millions de francs (14 millions en 1982) sont prévus

en autorisations de programme, mais 14,3 millions de francs (9,8 millions en 1982) sont accordés en crédits de paiement.

Pour la piste de Dumont-d'Urville, 5 millions de francs avaient pu être affectés en 1982 sur les crédits de paiement venant du ministère de la recherche. En 1983, il ne sera pas possible d'attribuer à la piste de 8 millions de francs, compte tenu du blocage des crédits de paiement (25 % en 1982 et probablement 30 % en 1983) décidé par le ministère du budget ; 11 millions de francs seraient pourtant nécessaires pour acheter le gros matériel de travaux publics comme le programme de la construction l'avait prévu.

YVONNE REBEYROL

(2) L'Inde aurait cependant demandé à la France un secours éventuel, sans doute à cause de la présence française aux Kerguelen. Les Français auraient répondu qu'elle a un hôpital aux Kerguelen, mais elle aurait fait remarquer qu'elle n'a aucun bateau stationnant en permanence dans l'océan Austral. Il y a bien le *Morion-Dufresne* qui sillonne le sud de l'océan indien pour assurer la relève des bases subantarctiques françaises (Kerguelen, Crozet et Amsterdam) et faire des campagnes de recherche océanographique, mais il ne peut pas naviguer dans les glaces.

(3) Un *ice-shelf* est une très épaisse plateforme de glace descendue du continent et flottant sur la mer. Cette glace d'eau douce est donc tout à fait différente de la banquise faite d'eau de mer gelée et toujours relativement mince.

(4) Le traité de l'Antarctique a été signé à Washington en 1959 par l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Chili, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et l'Union soviétique. La Pologne (en 1971) et l'Allemagne fédérale (en 1977) ont été membres du comité consultatif, c'est-à-dire membres à part entière du traité, étant donné l'intérêt pour l'Antarctique qu'elles ont manifesté concrètement « sur le terrain ». Mais tout pays membre des Nations unies peut devenir membre sans en devenir pour autant membre consultatif. Sont dans ce cas le Brésil, la Bulgarie, la Danemark, la Roumanie et la Tchécoslovaquie.

(5) Il y a aussi le SCAR (Scientific Committee for Antarctic Research) dont font partie treize des cinquante membres consultatifs du traité (la Belgique, qui n'a plus d'activité dans l'Antarctique depuis vingt ans, s'en est retirée) et l'Allemagne de l'Est. En outre, l'Italie, le Brésil et la Chine assistent depuis peu aux réunions du SCAR en tant qu'observateurs.

(6) L'Allemagne de l'Est est présente elle aussi, en Antarctique, mais il semble que sa base soit en satellite d'une base soviétique, d'abord Molodjajna, puis, à partir de 1980-1981, Novolazarevskaya.

(7) Le *Gotland-II*, baptisé alors *Annemarie-Schulte*, avait été certifié pour la glace lors de sa construction en 1970. Il avait conservé cette classification bien que les normes aient été changées en 1971, bien qu'il eût coulé en 1974 à la suite d'une collision dans l'embouchure de la Weser et bien qu'il ait été allongé de 15 mètres en 1978 !

APRÈS LES RÉUNIONS ATLANTIQUES DE BRUXELLES

Les Occidentaux se déclarent « ouverts à toute possibilité de dialogue » avec Moscou

De nos correspondants

Bruxelles. - « Une réunion d'unité et de force », a dit M. Shultz de la session ministérielle du Conseil atlantique qui s'est tenue les 9 et 10 décembre à Bruxelles. De fait, le secrétaire d'Etat américain s'est abstenu d'engager une polémique avec ses interlocuteurs sur les sujets difficiles et le communiqué reflète la cohésion de l'Alliance ainsi évoquée.

Les relations avec l'U.R.S.S. et ses nouveaux dirigeants y sont longuement abordées. « Les alliés », est-il dit, « garderont une attitude ferme, réaliste et constructive envers l'Union soviétique. (...) Face au renforcement continu et massif de l'armement soviétique, les préoccupations légitimes des alliés en matière de sécurité demeurent et doivent être reconnues. Mais les alliés sont ouverts à toute possibilité de dialogue ; ils accueilleront favorablement toute initiative positive pour réduire la tension... »

La situation en Pologne est traitée comme le souhaitent les Français, avec prudence. Les alliés « rappellent leur déclaration du 11 janvier 1982, dont les demandes sont loin d'être satisfaites (...) ont pris note de la libération de la Pologne d'un certain nombre de détenus et continuent à suivre de près les développements en Pologne, y compris l'éventuel assouplissement du régime militaire. Ils soulignent qu'à cet égard, les actes des autorités polonaises se-

ront jugés en fonction de leur effet pratique... »

A propos de l'Afghanistan, les alliés « appellent l'Union soviétique à se prêter à une solution politique... »

Le communiqué fait état du plein appui donné par leurs partenaires aux Etats-Unis, dans les négociations sur les armements qui se poursuivent à Genève. Les engagements pris en 1979 sont confirmés : « Les ministres ont rappelé qu'en l'absence de résultats concrets sur la limitation des armements, les déploiements des forces nucléaires de portée intermédiaire commencent à être considérés comme une menace à la fin de 1983. » Fait nouveau, souligné par M. Luns, secrétaire général de l'OTAN, le communiqué exprime la préoccupation des alliés devant « les fortes présomptions établissant que des armes chimiques continuent d'être employées en Asie du Sud-Est et en Afghanistan » par l'Union soviétique.

Le problème difficile des relations économiques avec l'Est est traité d'une manière équilibrée qui donne satisfaction aux Européens et en particulier aux Français : « Les alliés reconnaissent que des échanges mutuellement avantageux menés sur une base commercialement équitable avec l'Est concourent à l'établissement de rapports Est-Ouest constructifs. En même temps ils estiment que des relations économiques et commerciales bilatérales avec l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est doivent aussi être compatibles avec leurs préoccupations en matière de sécurité, qui comportent la nécessité d'éviter de contribuer à la puissance militaire soviétique. Des études sont en cours ou seront entreprises prochainement sur plusieurs aspects des relations économiques Est-Ouest et les ministres examineront ces questions à nouveau à leur prochaine réunion sur la base de ces études », ajoutent-ils.

C'est là le seul engagement pris ; il n'a rien de contraignant et ne gêne donc pas la France. Il apparaît cependant que les Américains ne considèrent pas l'affaire comme réglée et ne renoncent pas à la définition d'une « stratégie globale » concernant les relations économiques avec l'U.R.S.S. Evoquant les études entreprises, M. Shultz a fait le commentaire suivant : « Nous de-

vous penser comment rassembler ces différents éléments et nous n'avons pas encore trouvé de réponse... »

M. Shultz a d'autre part fait de son mieux pour démontrer l'information publiée le matin même par *The Guardian*, selon laquelle le commandement américain en Europe serait transféré d'Allemagne de l'Ouest en Grande-Bretagne (le *Monde* du 11 décembre). « Rien n'est vrai dans cette information », a-t-il dit. Mais ses explications supplémentaires ont été moins convaincantes. Certes, a-t-il affirmé, ce quartier général « reste là où il est », mais en cas de guerre, les responsabilités passeraient au quartier général de l'OTAN près de Maastricht, en Belgique, et il y aurait lieu d'envisager alors les « arrangements nécessaires » (1). Les porte-parole britannique et allemand ont, pour leur part, appuyé le démenti.

La position espagnole

Si l'Espagne n'a pas adhéré au communiqué, son ministre, M. Morán a expliqué que son pays appartient irrévocablement au monde occidental et n'a pas la moindre intention d'affaiblir l'Alliance. Selon lui, il ne s'agit pas, le jour où les Espagnols seront consultés (le mot de référendum n'a pas été prononcé) de dire oui ou non à l'Alliance, mais de se prononcer sur les modalités de la contribution espagnole à la défense de l'Occident.

Si, d'autre part, il n'y a pas de lien direct entre l'adhésion de Madrid au pacte atlantique et à la Communauté européenne, M. Morán a indiqué qu'il ne serait pas justifié d'attendre que des soldats espagnols défendent l'Europe, alors que leur pays ne serait pas traité comme tous les autres membres de la Communauté.

PHILIPPE LEMAÎTRE et JEAN WETZ.

(1) A Washington, le Pentagone n'a pas démenti l'information du *Guardian*, mais des sources militaires américaines ont néanmoins admis que la possibilité d'établir un commandement de secours à High Wycombe, en Grande-Bretagne, est à l'étude. Il s'agit d'un petit quartier général, dont le personnel serait de trente à quarante militaires en temps de paix, et qui prendrait la relève de celui de Stuttgart si ce dernier ne pouvait plus fonctionner normalement en cas d'un conflit, précise l'A.F.P.

LA CÉRÉMONIE DE REMISE DES PRIX NOBEL

Gabriel Garcia Marquez : la réponse à la répression, c'est la vie

De notre correspondant

Stockholm. - Gabriel Garcia Marquez a été la grande vedette de la cérémonie de remise des prix Nobel de l'année, vendredi 10 décembre, à Stockholm. Les vieux habitués de cette fête sans surprise, où rien n'est laissé au hasard puisque les lauréats répètent quelques heures plus tôt avant d'entrer en scène, sont formels : rarement un écrivain aura été aussi longuement applaudi. « Cette année, on ne peut guère accuser l'académie suédoise d'avoir attribué le Prix de littérature à un auteur inconnu », a déclaré son secrétaire perpétuel, M. Lars Gyllenstein. Les éditeurs le savent : en deux mois, ils ont vendu plus de cent mille exemplaires de *Cent ans de solitude*.

Gabriel Garcia Marquez ne portait pas l'habit traditionnel mais le « liqui-liqui », le costume de coton blanc des paysans de son pays. A la main, il tenait une rose jaune. Il a prononcé un discours politique sur l'Amérique latine : « La réponse à la répression et au pillage, c'est la vie ! Et la vie, dans les pays pauvres qui peuplent la terre, résiste aux moyens d'extermination que les pays riches ont rassemblés. » Au dîner de gala en l'honneur des lauréats, auquel participait également une troupe de musiciens colombiens, il a affirmé que « la poésie et la littérature étaient les seules preuves concrètes de l'existence de l'homme ».

Le choix de l'académie a été cependant contesté par la section du Pen Club suédois qui s'étonne, dans un communiqué, des déclarations de Garcia Marquez sur le poète cubain Valladares, sur l'Afghanistan et la Pologne de Jaruzelski. Le lauréat du prix Nobel a affirmé qu'il était prêt à favoriser la remise en liberté des autres écri-

vains cubains qui, selon Amnesty International, seraient toujours en prison.

Les académiciens, acquis de « virage à gauche », se déclarent d'avoir fait un choix politique. Selon leur secrétaire, Garcia Marquez a été récompensé « pour ses qualités littéraires ».

Le premier ministre suédois, M. Palme, a reçu le jeudi 8 décembre Gabriel Garcia Marquez à sa résidence d'été d'Hälsjö. Partagé également à ce dîner privé l'ancien chef du gouvernement turc, M. Ecevit, M. Régis Debray et M. Danielle Mitterrand, représentant le président de la République.

C'est à Oslo que le prix Nobel de la paix a été officiellement remis. Quelque mille personnes ont défilé avec une torche à la main dans les rues de la capitale norvégienne en scandant : « Non aux armements nucléaires » pour saluer les deux lauréats de l'année, M. Ales Myrdal et le diplomate mexicain Alfonso Garcia Robles.

ALAIN DEBOVE.

● Le professeur américain Kenneth G. Wilson, prix Nobel de physique 1982, a prôné l'arrêt du développement des armes nucléaires dans l'allocation qu'il a prononcée à l'issue du banquet ayant suivi la remise des distinctions. Il s'est exprimé sur la course aux armements et le principal obstacle au progrès humain. « L'application militaire et technologique de la physique doit être contrôlée », a-t-il déclaré. « Les systèmes de défense doivent être conçus pour empêcher la destruction de la civilisation humaine. »

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75477 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
324 F 519 F 715 F 910 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER
(par messageries)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
364 F 600 F 835 F 1 070 F

II. - SUISSE, TUNISIE
436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en capitales d'imprimerie.

EUROPE

L'espagne sur l'atlantique
contre le pape

AMBASSADEUR DE BULGARIE
MARNE S'EST RENDU
A LA POUR CONSULTA

FI

VISITE OFFICIELLE D

PROJET VOYAGE D'IN

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

DE NOTRE

EUROPE

L'enquête sur l'attentat contre le pape

L'AMBASSADEUR DE BULGARIE A ROME S'EST RENDU A SOFIA POUR CONSULTATION

La tension monte entre l'Italie et la Bulgarie après les récents développements de l'enquête sur l'attentat contre le pape Jean-Paul II. L'ambassadeur de Bulgarie à Rome, M. Vencel Kozlov, est parti pour Sofia le jeudi 9 décembre. Le porte-parole de l'ambassade a déclaré que ce voyage s'agit d'une « consultation normale » entre les deux pays et qu'il n'y a pas de raison de penser que M. Kozlov devait avoir une « consultation normale » avec le ministre bulgare des affaires étrangères. Il n'a pas précisé la date prévue du retour à Rome de l'ambassadeur.

De son côté, M. Mariella, procureur chargé de l'enquête, a déclaré, vendredi à Rome, qu'il ne pourrait faire la vérité qu'avec la collaboration d'autres pays. Il a cité en particulier la R.F.A. et la Bulgarie, où M. Bechir Celik, important trafiquant d'armes soupçonné d'être mêlé à l'attentat, a été arrêté jeudi.

Le ministre turc de la justice, M. Cavdet Mentes, a déclaré pour sa part vendredi à Ankara que son pays « entendait demander » l'extradition de Bechir Celik à la Bulgarie. Toutefois une procédure de déchéance de la nationalité turque avait été ouverte contre le trafiquant d'armes il y a plusieurs mois. Dans l'hypothèse où elle aurait déjà abouti (ce que ni le ministre des affaires étrangères turc ni la section turque d'Interpol ne sont en mesure de confirmer), la demande d'extradition serait irrecevable pour les autorités bulgares.

On rappelle d'autre part le précédent de cinq pirates de l'air turcs, auteurs d'un déviation en 1981, que la Bulgarie n'a jamais accepté d'extrader. — (A.F.P., A.P.)

Finlande

LA VISITE OFFICIELLE DE M. TIKHONOV A HELSINKI

Le premier voyage d'un dirigeant soviétique à l'étranger depuis la mort de Brejnev

De notre correspondant

Helsinki. — M. Tikhonov, chef du gouvernement soviétique, arrive samedi 11 décembre, un visite officielle de trois jours en Finlande. C'est le premier voyage dans un pays non socialiste d'un dirigeant soviétique depuis la nomination de M. Andropov au secrétariat général.

Maintenant que Leonid Brejnev et l'ancien président finlandais, M. Ujo Kekkonen, ne sont plus là, les Finlandais souhaitent entendre les Soviétiques leur assurer leur volonté de poursuivre des relations que l'on qualifie de part et d'autre d'exemplaires. Il est manifeste que le nouveau chef de l'Etat finlandais, M. Koivisto, a la confiance du Kremlin. Les déclarations soviétiques relatives à la situation internationale ont été empreintes d'un « optimisme modéré », pour reprendre l'expression officielle. Le discours prudent prononcé jeudi par M. Tikhonov a plutôt ménagé les États-Unis, et on a même pu y déceler un certain esprit de conciliation dans les passages relatifs au désarmement.

Les entretiens concernant les relations bilatérales ont été consacrés aux échanges commerciaux. Quel-

ques jours auparavant, MM. Kofvisto et Tikhonov avaient inauguré la première tranche du combinat minier construit par les Finlandais en Carélie soviétique. La visite du chef du gouvernement soviétique n'a pas permis de trouver une solution rapide au seul problème sérieux qui fasse ombrage aux relations bilatérales : l'excédent commercial de près de 4 milliards de marks en faveur de la Finlande.

Puisque les échanges s'effectuent sur une base de troc, donc en équilibre, Helsinki doit choisir entre acheter davantage de produits soviétiques ou diminuer ses exportations vers ce pays pour rééquilibrer son commerce. On envisage ici d'accroître les achats de gaz naturel et de prolonger le gazoduc ravitaillant la Finlande.

On ignore, à ce jour, ce qui s'est dit de la coopération dans le domaine nucléaire, alors que la France et l'Union soviétique sont en concurrence pour vendre à la Finlande une centrale nucléaire de 1 000 mégawatts. La décision définitive n'interviendra que d'ici un à deux ans.

PAUL PARANT.

Le président Reagan est prêt à répondre de façon « significative » à des mesures de libéralisation en Pologne

Washington (A.F.P.). — Le président Reagan a lancé, vendredi 10 décembre, un appel aux dirigeants polonais pour qu'ils prennent des mesures « significatives » de libéralisation, en leur promettant qu'il est prêt à « y répondre » de façon « tout aussi significative ».

Dans une allocution prononcée à la Maison Blanche pour marquer la Journée internationale des droits de l'homme, il a relevé avec satisfaction que Varsovie avait pris des « mesures partielles » dans ce sens. Il s'est félicité de la libération récente de M. Walesa et d'autres prisonniers politiques. « Nous avons des informations selon lesquelles de nouvelles mesures pourraient être prises », a ajouté le président américain en se référant à l'intention présumée du gouvernement polonais de suspendre prochainement l'état de guerre.

M. Reagan a été clair sur sa volonté de lever les sanctions américaines et d'aider l'économie polonaise, mais il a également vigoureusement réaffirmé les conditions qu'il pose à une telle amélioration des relations entre Washington et Varsovie.

Les sanctions prises contre Varsovie le 23 décembre 1981, et qui concernent notamment la suspension des crédits garantis offerts à la Pologne, « restent révoquables », a dit M. Reagan. Mais, a-t-il ajouté, elles ne pourront être levées que si les autorités polonaises adoptent des mesures « concrètes ». Les conditions mises par Washington à la levée de « toutes les sanctions américaines » restent la levée de la loi martiale, la libération de tous les détenus politiques et l'instauration d'un « dialogue avec des forces véritablement représentatives de la nation polonaise, telles que l'Eglise et des syndicats librement formés », a poursuivi M. Reagan.

Le président, qui avait suspendu la clause de la nation la plus favorisée — offrant des avantages douaniers à la Pologne dans son commerce avec les États-Unis — à la suite de la mise hors la loi du syndicat libre Solidarité en septembre, ne s'est plus référé au syndicat dissous de Lech Walesa dans l'énoncé des conditions américaines.

M. Reagan a indiqué que « si le gouvernement polonais venait à honorer ses engagements en matière de droits de l'homme, les États-Unis seraient heureux d'accomplir leur part pour aider l'économie polonaise de la même façon qu'ils l'ont fait pour les pays d'Europe après les deux guerres mondiales ».

Le président américain qui a dénoncé « l'intense pression soviétique » et la « force brutale » qui ont, selon lui, accompagné l'imposition de la loi martiale en Pologne, a affirmé que « l'esprit d'indépendance et de résistance à la tyrannie est toujours présent en Pologne ».

Dans un dernier avertissement aux autorités polonaises, M. Reagan a dit que les États-Unis ne peuvent répondre à « des actions sans signification qui ne feraient rien pour modifier fondamentalement la situation en Pologne et remplacer une forme de répression par une autre ».

Il a ajouté que les mesures qui seraient prises par Varsovie « dans les semaines ou les mois à venir » seront « le sujet de discussions en profondeur avec les alliés ».

■ A Varsovie, la télévision a fait allusion en termes négatifs, vendredi soir, à l'appel du président Reagan. Evoquant la célébration à la Maison Blanche de la Journée internationale des droits de l'homme, la télévision a qualifié de « nouvelle manifestation antipolonaise ». — (A.F.P.)

■ Une trentaine de camions devaient partir, le 11 décembre, à destination de la Pologne : ces camions contiennent vivres non périssables, vêtements, médicaments, pour un total de 750 tonnes de matériel. Cette initiative relève du Comité d'aide à la Pologne, 5, rue du Sergent-Hoff, 75017 Paris, C.C.P. 1534570 S. Paris.

■ En liaison avec le bureau de coordination caritative de l'Épiscopat de Pologne, plusieurs organisations ont organisé dimanche 12 décembre, à 16 heures, au chapiteau Boulgoune de la porte de Champerret, à Paris, un gala de solidarité. Cette manifestation devait primitivement avoir lieu au Cirque d'Hiver.

■ Dimanche 12 décembre, à 18 h 30, au pied du monument Mickiewicz, métro Alma, l'Association France Solidarité France-Pologne organise une marche aux bougies pour honorer la mémoire des victimes de la répression tombées depuis l'état de guerre en Pologne pour exiger l'annulation totale des internés prisonniers condamnés ainsi que pour demander la réintégration des licenciés pour raisons syndicales et politiques.

■ Le 13 décembre 1982 à 11 heures, la C.F.D.T. inaugurera les fresques réalisées par un artiste polonais, Andrzej Majewski, sur la façade de son immeuble rue Montholon. Après cette inauguration, les responsables de la C.F.D.T. se rendront au monument du poète polonais Adam Mickiewicz, cours Albert-I^{er} (entre le pont de l'Alma et le pont des Invalides) pour y déposer des gerbes. A 18 h 30, enfin, M. Maire participera à un meeting intersyndical suivi d'un spectacle de variétés.

AMÉRIQUES

Nicaragua

DEUIL DE TROIS JOURS APRÈS LA MORT DE SOIXANTE-QUINZE ENFANTS DANS UN HÉLICOPTÈRE

Le ministre de l'intérieur n'exclut pas la thèse de l'accident

Managua (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.). — Un deuil officiel de trois jours a été décrété au Nicaragua après la mort de soixante-quinze enfants carbonisés dans un hélicoptère militaire, qui s'est abattu près de la frontière du Honduras, alors qu'ils étaient évacués d'une zone où les incidents armés sont de plus en plus fréquents.

Dans les milieux militaires de Managua, on accuse les guérilleros antisandinistes installés au Honduras d'avoir abattu l'hélicoptère. Un second hélicoptère, de secours, aurait, en effet, été mitraillé peu après depuis le territoire du Honduras. Des troupes ont été envoyées ensuite dans la région d'Ayapal, où la tragédie a eu lieu.

M. Tomas Borge, ministre de l'intérieur, a cependant déclaré, vendredi 10 décembre, que l'hélicoptère avait probablement eu un accident, mais que l'enquête se poursuivait pour déterminer les vraies raisons d'une catastrophe qui a semé la consternation dans tout le pays.

Suriname

En raison d'« exécutions sommaires » d'opposants

LES PAYS-BAS SUSPENDENT LEUR ASSISTANCE ÉCONOMIQUE

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Le gouvernement néerlandais a suspendu son aide économique au Suriname, manifestant ainsi son « horreur devant les exécutions sommaires de dix-sept adversaires du régime », selon un communiqué publié, vendredi 10 décembre, à l'issue du conseil des ministres consacré presque entièrement à la situation dans l'ancienne colonie néerlandaise. Le premier ministre, M. Lubbers, a souligné que son gouvernement pourrait arrêter totalement l'aide au développement au Suriname indépendant depuis 1975.

La livraison de matériel militaire sera probablement suspendue, elle aussi, ainsi que la participation à la solde de plusieurs militaires parmi lesquels le colonel Bouterse, un ancien sergent et le chef de file des militaires auteurs du coup d'État de février 1980.

Les derniers événements sont suivis de près aux Pays-Bas, où vivent quelque deux cent mille Surinamais. — R.T.S.

[Selon l'Agence néerlandaise de presse citant l'événement de Paramaribo, Mgr Ziehm, et l'ambassadeur des Pays-Bas au Suriname, M. Hoekman, dix-sept opposants politiques ont bien été exécutés. Parmi eux figurent un ancien ministre, directeur d'une radio locale, le chef du principal syndicat, M. Cyril Daul, trois avocats, quatre journalistes et un député condamné, la semaine dernière, à douze ans de prison pour « tentative de coup d'État ». Les militaires ont pris prétexte de cette tentative de « coup d'État » pour reprendre la totalité du pouvoir.]

El Salvador

Recrutement collectif par la guérilla dans le stade de San-Sebastian

San-Sebastian (A.P.). — La tristesse règne dans cette petite ville de quatre mille habitants connue pour ses tissages de coton multicolores. Dimanche 5 décembre, des guérilleros de gauche ont interrompu un match de football et ont enlevé deux cents personnes ; plus de la moitié d'entre elles ne sont pas encore revenues. « Elles ont été emmenées de force et les gens sont furieux », déclare le lieutenant José Antonio Sosa, chef de la garde nationale locale.

Selon lui, quatre-vingt-trois personnes sont encore détenues par les guérilleros. Les autres se sont échappées ou ont été libérées par leurs ravisseurs. Mais il pense que le nombre des absents pourrait être plus élevé. « Beaucoup d'intéressés ne se sont pas encore présentés pour signaler les disparitions ».

C'est le premier enlèvement collectif opéré par les guérilleros à des fins de recrutement. « Deux de nos tisserands sont libérés », dit un patron de filature.

José Pablo Gonzalez, âgé de vingt et un ans, enlevé alors qu'il jouait au football, s'est évadé lundi après une marche de quatre heures avec les guérilleros. Il a dit qu'il doutait des affirmations des rebelles selon lesquelles ils ne forcent personne à rejoindre leurs rangs. « Ils nous ont dit qu'ils ne voulaient garder personne par la force (...), mais ils ne nous ont pas laissés partir ». Il a ajouté qu'il avait un hôpital et du matériel de transmission, mais peu de vivres.

Un groupe de cent cinquante parents et amis des victimes s'est rendu à San-Sebastian, lundi, afin de demander l'intervention de la Croix-Rouge internationale. « Pour l'instant, nous sommes disposés à attendre, dit une institutrice. Nous demandons aux militaires de ne pas intervenir encore, car s'ils intervenaient, il pourrait y avoir des morts ».

[Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (F.M.L.N.) a démenti vendredi des informations selon lesquelles les insurgés auraient enrôlé de force près de deux cents jeunes gens, précisant que ces derniers ont rejoint « volontairement » les rangs de la guérilla. Un porte-parole du F.M.L.N. a affirmé que certains jeunes gens avaient préféré rentrer à San-Sebastian, mais que quatre-vingt-trois d'entre eux se trouvent toujours, et de leur plein gré, dans les camps de la guérilla.]

Argentine

Le leader du radicalisme de gauche veut créer un grand parti réformiste et populaire

Correspondance

Buenos-Aires. — M. Raul Alfonsín, leader de la tendance Rénovation et Changement, aile gauche de l'Union civique radicale (U.C.R.), entend frapper vite et fort. Le meeting organisé le mardi 7 décembre au palais des sports de la capitale, et qui a réuni plus de trente mille personnes, avait un double but : d'une part, marquer des points à l'intérieur du parti avant les élections internes d'où sortira la formule présidentielle du radicalisme ; d'autre part, s'imposer aux yeux des Argentins comme un leader capable de conduire les destinées du pays lorsque les militaires seront rentrés dans leurs casernes.

La campagne de M. Alfonsín a, en fait, commencé le 16 juillet, le jour même où le général Bignone signait le décret autorisant les activités politiques. En cinq mois, il a parcouru tout le pays et prononcé environ deux cents discours devant plus de cent cinquante mille personnes. Le concurrent malheureux de M. Ricardo Balbin, pour la désignation du candidat radical à l'élection présidentielle de 1983, avoue qu'il a engagé « une course contre la montre ». C'est que ses ambitions vont au-delà d'une simple victoire électorale. Il veut, dit-il, former « le troisième grand mouvement politique de l'histoire argentine après le radicalisme et le péronisme ».

Fondé sur la philosophie radicale, c'est-à-dire sur « la défense de la dignité de l'homme », ce mouvement sera « populaire, réformiste et démocratique ». Populaire, mais pas populaire, parce que, affirme M. Alfonsín, « le populisme est irrationnel et fondamentalement autoritaire ». Réformiste et non révolutionnaire, parce qu'il ne prône pas « la socialisation des moyens de production », ce qui ne l'empêchera pas de modifier les structures économiques, « en particulier le système financier et le système de commercialisation des produits agricoles ». Démocratique, car « la recherche de la justice sociale doit se faire dans le respect des libertés ». C'est d'ailleurs ce qui le différencie principalement du péronisme, qui, selon M. Alfonsín, « n'est jamais parvenu à se débarrasser de ses tendances antidémocratiques ».

Pour faire du radicalisme un mouvement de masse, M. Alfonsín doit contrôler l'appareil du parti. Or celui-ci ne lui est pas à l'heure actuelle favorable. Les barons du radicalisme, tels que MM. Pugliese et Troccoli, considèrent que sa candidature est prématurée et voient d'un mauvais œil ses appels à la mobilisation.

M. Alfonsín est optimiste. Le déclin du péronisme ne fait pour lui aucun doute. « Les péronistes n'ont pas compris que les vieilles pratiques, la vieille liturgie ne suffisent plus. Le peuple attend des réponses concrètes. » Il a toutefois conscience que, pour l'emporter, le radicalisme devra renforcer sa présence en milieu

ouvrier. Ce sera justement l'objectif principal de la deuxième étape de sa campagne. « Nous voulons que tous ceux qui sont partisans d'un syndicalisme démocratique se sentent représentés au sein du radicalisme », affirme-t-il.

La dégradation de la situation économique et sociale le préoccupe. Il craint que le mécontentement soit tel que « le peuple préfère aux discours modérés les exhortations de ceux qui incitent à la violence ». C'est pour cette raison qu'il insiste sur la nécessité de modifier sans tarder la politique économique. Il ne rejette pas totalement la « concertation » proposée par les militaires, à condition que celle-ci permette de résoudre les problèmes que requiert d'arrêter le retour à la démocratie. Des élections immédiates ? Il ne les souhaite pas, car cela empêcherait le renouvellement des dirigeants.

M. Alfonsín déclare qu'il faut en finir avec l'alternance de gouvernements constitutionnels et de dictatures militaires qui a caractérisé l'histoire argentine des cinquante dernières années. La stabilité d'un gouvernement élu par le peuple passe selon lui par « la démocratisation des forces armées ». « Il ne peut y avoir de démocratie stable sans forces armées démocratiques », affirme-t-il dans tous ses discours. Il est convaincu que les militaires sont « récupérables » et qu'ils cesseront de faire le jeu de l'oligarchie le jour où existera en Argentine un « pouvoir démocratique fort ». Ce pouvoir démocratique doit résulter selon lui de « l'alliance entre les forces populaires, le secteur de la production et les forces spirituelles, au premier rang desquelles se trouve l'Eglise catholique ».

Le problème des disparus

Ce souci de faire basculer les forces armées du côté de la démocratie explique sa position sur le problème des disparus. Il est opposé à une loi d'amnistie qui ne ferait, selon lui, que rendre le problème des disparus encore plus explosif. De même, redoute-t-il la formation d'une commission d'enquête. Il affirme cependant que « ce sera au prochain Parlement d'en décider ». M. Alfonsín se montre également réaliste en ce qui concerne le rôle des forces armées sous un gouvernement constitutionnel. « J'estime que les militaires devraient siéger au sein d'organismes consultatifs afin d'être associés d'une certaine manière à l'action gouvernementale. » A ceux qui le jugent trop modéré, M. Alfonsín répond : « Attendez que nous soyons au pouvoir et vous verrez... »

JACQUES DESPRÉS.

LE PLUS PETIT 24x36 A MOTEUR DU MONDE



AGFA COMPACT

PRIX BLOQUE
jusqu'au 31 décembre 1982

R.F.A.

■ REPRISE DE L'AIDE ÉCONOMIQUE À LA TURQUIE. — La commission du budget du Bundestag a décidé, le jeudi 9 décembre, d'accorder une aide de 413 millions de marks à la Turquie, contrairement à la décision de la Commission de Bruxelles de maintenir l'embargo sur l'aide de la C.E.E. à ce pays, en raison des violations des droits de l'homme. Bonn avait suspendu son aide économique après l'arrivée au pouvoir des militaires à Ankara, en septembre 1980. — (Reuters.)

Union soviétique

■ UNE TRENTAINE DE PERSONNES ont été interpellées, vendredi soir 10 décembre, lors d'une manifestation silencieuse en faveur des droits de l'homme qui s'est déroulée place Pouchkine, dans le centre de Moscou. Quelque deux cents personnes ont pris part à cette manifestation pour commémorer, comme chaque année à la même date, la déclaration des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale de l'ONU. — (A.F.P.)

INFORMATIONS « SERVICES »

PARIS EN VISITES -

MARDI 14 DÉCEMBRE

- Manufactory des Gobelins, 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M^o Leprieux.
- Hôtel de Lauzun, 14 h 45, métro Pont-Marie, M^o Oswald.
- La Monnaie de Paris, 15 heures, 11, quai Conti, M^o Garnier-Ahlberg.
- Ecole des beaux-arts, 15 heures, quai Malaquais, M^o Vermeersch.
- Littérature et comédiens au café Procope, 16 heures, 13, rue de l'Ancienne-Comédie, M^o Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).
- De Carthage à Kairouan, 15 heures, Petit Palais (Approche de l'art).
- Salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Arts et curiosités de Paris).
- Musée Carnavalet, 15 heures, 23, rue de Sévigné, M^o Ferrand.
- Cristallerie de Baccarat, 15 heures, 30 bis, rue de Paradis, M. Jasset.
- Le Pont-Neuf et la place Dauphine autrefois, 14 h 30, angle place Saint-Michel et quai des Grands-Augustins (Paris autrefois).
- L'Égypte : l'écoulement sacré de Karnak, 14 h 30, rue Talbott, M. Le Nouveau Drouot, 15 heures, 13, rue de la Grange Batellière, M^o Hôtel, églises, ruelles du Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul, (Régénération du Passé).
- Vieilles rues et maisons de Paris, 14 h 30, métro Étienne-Marcel, (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

MARDI 14 DÉCEMBRE

- 14 h 30 : 80, rue Talbott, M^o Aubert : « L'écoulement sacré de Karnak » (Paris et son histoire).
- 16 heures : 217, boulevard Saint-Germain, MM. Dedeuyn, Clodon, Fervan Colombar : « Goethe toujours vivant ».
- 17 h 30 : 4, place du Louvre, comte Ghislain de Diebach : « Ferdinand Bac, un témoin de la Seconde Guerre » (Académie du Second Empire).
- 18 h 30 et 21 heures : 28, avenue George V : « Le Québec en liberté ».
- 17 h 30 : 270, rue Saint-Martin, M. M. Cazin : « Du four de Vaucous aux machines-outils modernes ».
- 19 h 45 : 12, rue Vivienne, M. J. Breyer : « Entretien avec Jacques Breyer » (Ergo).
- 18 h 30 : 9 bis, avenue d'Éna, M. R. Barre : « Parle et reconquies des libertés ».
- 19 heures : 60, boulevard de Latour-Maubourg : « L'ère et le devenir » (Université holistique).
- 19 h 30 : 26, rue Bergère, M^o A. de Souzenelle : « La lettre hébraïque et le corps humain » (L'homme et la Connaissance).
- 20 h 30 : 21, rue du Château-d'Eau : « La parapsychologie ».
- 20 h 30 : 6, avenue Maurice-Ravel : « La réincarnation ».
- 20 h 45 : Café-Théâtre de la M.J.C., place Parmentier, Neuilly, M. G. Bortoli : « Journalisme et droits de l'homme ».
- 21 heures : 36, rue Jacob, M. G. Flambert : « Médecine et tradition chinoises. L'actualité de l'acupuncture » (La Tisane, André Gaudier).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 11 décembre :

UN DÉCRET

- Fixant les statuts types des associations spécialisées de médecine du travail en agriculture.

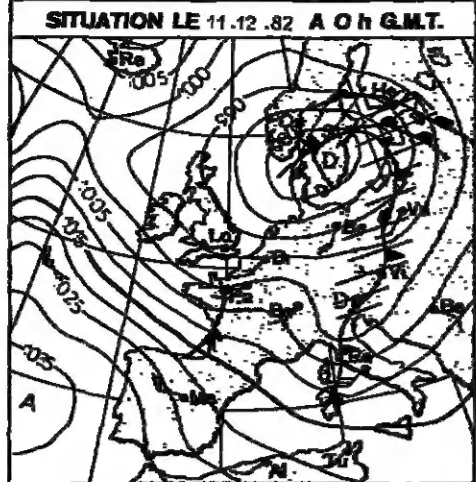
UN ARRÊTÉ

- Autorisant l'émission d'un emprunt par la Société nationale des chemins de fer français.

UNE LISTE

- De nominations dans l'ordre national du mérite.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 11 décembre à 0 heure et le dimanche 12 décembre à minuit :

La profonde dépression qui sera centrée la nuit prochaine à l'ouest de l'Irlande commandera le passage d'une perturbation. Celle-ci circulera rapidement sur la moitié sud du pays où elle sera suivie d'un front froid. Plus au nord, elle passera lentement sous forme occlus.

Dimanche, du nord de la Seine au nord-est, le temps restera très nuageux avec des chutes de pluie et neige mêlées, de la neige à partir de 300 mètres. Sur l'extrême ouest du pays, le temps sera instable dès le matin, avec quelques éclaircies mais surtout des averses de pluie ou de grêle, des orages et du vent de nord-ouest fort près des côtes et soufflant en rafales. Sur le reste du pays, la perturbation déboulera par quelques flocons de neige jusqu'en plaine. Puis elle donnera des pluies abondantes, en particulier au sud de la Loire, de la neige en montagne. Elle sera suivie du temps très instable avec averses, orages et rafales de vent, les averses tombant sous forme de neige à partir de 300 à 500 mètres sur les Alpes et le Massif Central, 800 mètres sur les Pyrénées.

Les températures minimales seront de -1 à -3° du nord-est au nord des Alpes, 3° sur la Bretagne, 5 à 7° ailleurs du nord au sud. En cours de journée sera ressentir un refroidissement, et, dans l'après-midi, les températures ne dépasseront guère 4° au nord de la Loire, 5° au sud.

BREF

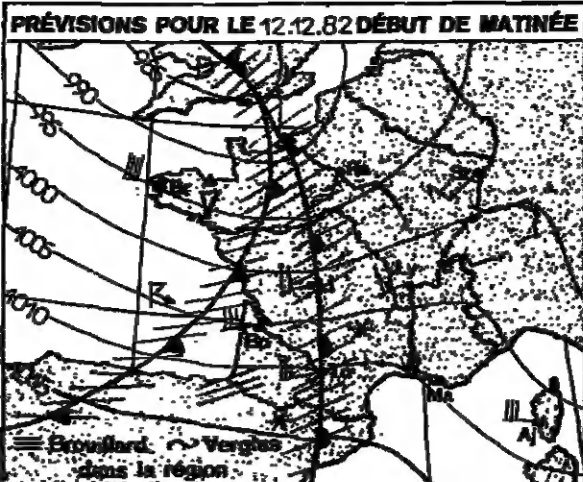
ANIMAUX

LE NOËL DES BÊTES ABANDONNÉES. — Le dimanche 12 décembre (de 11 à 20 heures), le Parc des expositions de Paris deviendra, pour une journée exceptionnelle, « le plus grand refuge de France ». En effet, comme chaque année, l'Association des animaux et la S.P.A. y organisent le « Noël des bêtes abandonnées ». Plus de cinq cents chiens et chats sans maîtres seront proposés à l'adoption.

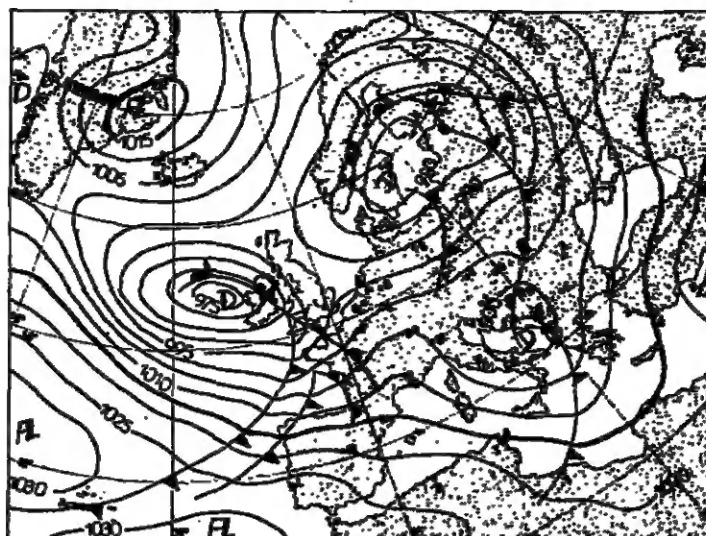
* Assistance aux animaux, 90, rue Jean-Pierre-Timband, 75011 Paris. Tél. : 335-76-57 et Société protectrice des animaux, 39, boulevard Berthier, 75017 Paris. Tél. : 380-40-66.

TRANSPORTS PARISIENS

PROLONGEMENT DE LA LIGNE DE MÉTRO N° 7 AU KREMLIN-BICÊTRE. — La ligne du métro parisien n° 7 — Fort d'Aubervilliers - Mairie d'Ivry — s'est enrichie de 1 756 mètres de voies supplémentaires et d'une nouvelle station : le Kremlin-Bicêtre. Cette section de ligne, qui se greffe en fourche à la station Maison-Blanche, est la première étape d'une ligne de 4,2 kilomètres comportant quatre stations. Elle desservira à la fin de 1984 la station Villejuif-III.



PRÉVISIONS POUR LE 12 DÉCEMBRE À 0 HEURE (G.M.T.)



La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 11 décembre à 7 heures, de 998 millibars, soit 748,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 décembre ; le second le minimum de la nuit du 10 décembre au 11 décembre) : Ajaccio, 18 et 11 degrés ; Biarritz, 18 et 8 ; Bordeaux, 14 et 6 ; Bourges, 12 et 4 ; Brétigny, 12 et 3 ; Caen, 9 et 4 ; Cherbourg, 8 et 1 ; Clermont-Ferrand, 14 et 3 ; Dijon, 11 et 3 ; Grenoble, 14 et 4 ; Lille, 10 et 1 ; Lyon, 13 et 3 ; Marseille-Marganne, 17 et 7 ; Nancy, 11 et 2 ; Nantes, 4 et 3 ; Nice Côte d'Azur, 16 et 8 ; Paris, 10 et 4 ; Pau, 17 et 5 ; Perpignan, 17 et 7 ; Rennes, 13 et 5 ; Strasbourg, 13 et 3 ; Tours, 11 et 3 ; Toulouse, 12 et 5 ; Poitiers-Pine, 31 et 22.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 339

HORIZONTALEMENT

1. Très mauvais sujets. Cause de fraîcheur que l'on rencontre avec beaucoup de chaleur. — II. Abus de confiance caractérisé. On peut l'être dans les fonds ou la forme. — III. Importun que l'on vide avec soulagement. Vide et remplit des godets. A moitié normal. — IV. Sont brillants (épée). Font pénible. Écrivain italien. — V. Assurent une retraite tranquille. On est sûr, dans son traitement, de toucher des arriérés. — VI. Sont souvent exécutés pour le salut public. Lettres saintes. — VII. N'a qu'un geste à faire pour balayer la cour. En hausse. A donc fait l'objet d'une séparation. — VIII. État d'ivresse. Est donné pour assurer une bonne formation. — IX. Services religieux. Certains préfèrent attendre qu'il soit avancé pour n'en faire qu'un bouché. — X. Marque un emplacement. En Finlande. Les derniers de la classe y sont très appréciés par d'autres. — XI. Facilité les déplacements sous l'eau. Une partie de nous-mêmes. — XII. Il peut être bourré et conserver la ligne. Doit être soignée pour une bonne articulation. — XIII. Il faut souvent compter avec lui. Avec lui, on peut se permettre de juger. — XIV. Ensemble de nuit. Personnel. Danseuse occasionnelle. — XV. Sont fréquentés par des ouvriers ou des artistes. Sont parfois préférables à une parole, futilité d'homme.

VERTICALEMENT

1. Ce n'est pas le reflet de la vérité, bien qu'elle soit réfléchie. Note. — 2. Faire en sorte que tout marche comme sur des roulettes ou que tout échoue. Croustillant, mais conseillé aux enfants. — 3. Confirme certains dires. Telle une conduite qui n'engendre pas l'autosatisfaction. — 4. Salut. On le fait monter avec l'essor d'une descendance. Article étranger. — 5. Circulaient à Rome. Devient plus aigu dans les moments graves. — 6. Abréviation. Sont donc arrivées à leur fin. C'est un enchantement. — 7. Ville d'Allemagne. Parfois un solitaire qui n'a que faire des regards. — 8. Anonyme. Manière de goûter. Plus il est gros et moins il est facile à toucher. — 9. Telles des personnes avec lesquelles on ne peut avoir aucun contact. Permettent à certains de s'apprécier, on sont très appréciées par d'autres. — 10. Sont toujours sensibles à l'orgueil. Participe. Clôture de la chasse. — 11. Marque de solidarité africaine. Se lève souvent avec précipitation. — 12. Symbole. Les téles en l'air ne peuvent prétendre à une telle position. Symbole. — 13. Chambre en travail. Cela ne s'apprend donc pas l'inconnu. — 14. Non programmé. Fait partie de la race des saigneurs. Abréviation religieuse. — 15. Ont donc des traits creusés. Mœurs. Ferrures.

Solution du problème n° 338

Horizontalement

I. Détention. — II. Étudiant. — III. Cui Ho. — IV. Odelettes. — V. Relève. — VI. Oie. — VII. Trécor. — VIII. Io. Anis. — IX. Ost. Email. — X. Nef. Ecco. — XI. Sieur. As.

Verticalement

1. Décoration. — 2. Étude. Roses. — 3. Tutelle. Tri. — 4. Édile. Sa. Fe. — 5. Niv. Evzone. — 6. Tante. Rimer. — 7. In. Sac. — 8. Othello. Ica. — 9. Oscé. Iles.

GUY BROUTY.

POUR LES ÉTUDIANTS EN MUSIQUE

Le foyer-résidence Maurice-Ravel

Depuis 1978, le foyer-résidence Maurice-Ravel, à Nanterre - la Défense, accueille chaque année une centaine d'étudiants en musique, français et étrangers.

Il a organisé de nombreuses manifestations dans la salle de concert, et reçu la visite de personnalités du monde de la musique, tels MM. Maurice Ohana, Olivier Greff, compositeurs, Pierre Petit, directeur de l'École normale de musique de Paris, Raymond Gaillet-Montbrun, directeur du Conservatoire national supérieur de musique.

Conçu tout spécialement pour héberger les jeunes musiciens de dix-huit à vingt-cinq ans, ce foyer unique en son genre en France, met à leur disposition outre cent studios-ateliers en duplex, une salle de concert de cent cinquante places, une discothèque (qui compte plus de cinq mille disques) une bibliothèque, des salles de réunion et de jeux, etc.

On y trouve à peu près autant de garçons que de filles, et presque autant d'étrangers — représentant quatorze nationalités — que de Français. Toutes les disciplines musicales et une quinzaine d'instruments y sont pratiqués.

Le coût de gestion est fléché en raison des équipements spéciaux et de l'amortissement des prêts. Aussi, pour maintenir au plus bas le taux de la redevance demandée aux résidents, l'association gestionnaire sollicite l'aide de tous afin de pouvoir attribuer des bourses aux jeunes musiciens.

* On peut adresser des dons — même très modestes — à la Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75016 Paris, par chèque bancaire ou postal (C.C.P. 369 G Paris) en précisant : « Au profit de la Maison des Jeunes Musiciens ».

On peut enfin adhérer à l'association la Maison des jeunes musiciens, 4, place Pascal-Dunoy, 75741 Paris, cédex 15. Dons d'entrée : 10 F ; cotisation annuelle : membre actif 70 F, membre bénéficiaire minimum 300 F, étudiant 20 F.

CONCOURS

COMPOSITION DE QUATUOR À CORDES. — L'action musicale Philip Morris lance un grand concours de composition de quatuor à cordes pour l'année 1983. Ce concours est ouvert à tous les compositeurs français sans limite d'âge et aux compositeurs étrangers résidant en France depuis plus de dix ans.

* Mario-Hélène Reliquet, 45, rue La Boétie, 75008 Paris, tél. : 321-31-13 et 758-97-00.

Mariages

— Ghislaine PAGET et Dominique IRIARTE sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré en l'église Saint-Martin d'Ainay à Lyon le 11 décembre.

12, rue de Penthièvre, 60500 Chantilly.

Décès

— M^o Bruno Chazelas, née Dés Abbou, son épouse, Anouk, Léonard, Jonathan, ses enfants, M. Louis-Auguste Chazelas, son père, Les familles Chazelas, Abbou, Wolfman et Farau ont la douleur de faire part du décès de

M. Bruno CHAZELAS, survenu le 9 décembre 1982, à l'âge de quarante ans, à Paris.

Le service religieux sera célébré en l'église Sainte-Pauline (boulevard d'Anglet) au Vésinet (Yvelines), le mardi 14 décembre, à 9 h 15.

23 bis, route de Montesson, 78110 Le Vésinet.

— M^o Jean Lataste, M. et M^o Thierry Lataste, Philippe Lataste, Sophie Lataste, M. et M^o Raymond Lataste, M. et M^o Albert André, M. et M^o Michel Charpentier et leurs enfants, M. et M^o Roland Robin et leurs enfants, M^o C. André, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de docteur Jean LATASTE, maire de Lanouaille, survenu accidentellement à l'âge de cinquante ans.

Les obsèques auront lieu le dimanche 12 décembre, à 11 heures, en l'église de Lanouaille.

Inhumation au cimetière de Lanouaille (Dordogne).

— M^o Bariliani, Ses collègues du Laboratoire de chimie physique, L'Association des amis d'Enesco, Sa famille, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^o Ioana MANESCU, instituteur de recherches au C.N.R.S., survenu le 7 décembre 1982.

Le service religieux aura lieu le 13 décembre 1982, à 13 h 45, en l'église orthodoxe roumaine, 9 bis, rue Jean-de-Beauvais, Paris-5.

48, rue Raffet, 75016 Paris.

11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75231 Paris Cedex.

— Le personnel et les élèves du lycée Paul-Clavel de Lagny ont le chagrin de faire part du décès de M^o Aimée MORAND, agrégée de l'Université, professeur de lettres, survenu, le 9 décembre 1982, à l'âge de trente-neuf ans.

Elle s'associe à la douleur de sa famille et de ses nombreux amis. Le présent.

L'ART EN VILLE NOUVELLE D'ÉVRY

Inauguration à Courcouronnes harpeur de Bon-Puits

Dimanche 12 décembre à 17 h.

Trois fresques murales réalisation : Atelier du Regard entrepreneur : Vincent Gélire (peinture-occupateur)

Avec la concours de la Maison de quartier et de l'Atelier de participation des habitants du harpeur de Bon-Puits

Renseignements : tél. 077-03-95

— On nous prie d'annoncer le décès, le 6 décembre 1982, dans sa quatre-vingt-septième année, de

M^o Georges TOUJAS, agrégé honoraire près le tribunal de commerce de Toulouse, chevalier de la Légion d'honneur pour titres de guerre, croix de guerre 1914-1918.

De la part de : M. et M^o René Toujas, M. et M^o Christian Trouille, ses enfants, Dominique Toujas, Vincent et Véronique Trouille, ses petits-enfants.

Selon la volonté du défunt, la cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité en l'église de Fozzay (Hauts-Pyrénées).

Anniversaires

— Aix-en-Provence, Bida.

A l'occasion du trentième anniversaire de la disparition de

Monique

LENGRAND-QUEFFLEC, Jacques, Bénédicte et Sophie Lengrand demandent à tous ceux qui l'ont aimé de s'unir à eux par la pensée.

Communications diverses

— Un débat sur les problèmes de l'information aura lieu, le lundi 13 décembre, à 18 h 30, 35, avenue Franklin-Roosevelt (Paris-8^e), avec les professeurs Marien Abelsbaum, chef de service à l'hôpital Bichat, et Guy Grand, chef de service à l'Hôtel-Dieu.

— Le prix Léonard-de-Vinci, présidé par la princesse Yvonne d'Orléans, fondé en 1971 pour récompenser de jeunes créateurs, a été décerné, cette année, au peintre Michel Bruc. La médaille d'or 1982 lui sera remise le 13 décembre dans les salons Francis-Winter.

Portez-la pour les fêtes

avec le crédit

MP

Bague saphirs et diamants 5 200 F

Crédit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit (après acceptation du dossier)

Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs - Émeraudes et tous les bijoux or

MP 4 place de la Madeleine 260.31.44 86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette

Catalogue couleur gratuit sur demande

goûtez au soleil.

clémentines

QUALITÉ

Maroc

هنا من الاصل

MUSIQUE

UNE NOUVELLE « BATAILLE D'ERNANI »

Tumulte à la Scala

Au soir de la Saint-Ambroise, l'ouverture de la « saison scalgère » est toujours un spectacle que les Milanais se donnent à eux-mêmes : pour maintenir la réputation du meilleur public lyrique du monde, ce ne sont que délirantes d'enthousiasme, rires de bonhôte, ou tout au contraire grandes indignations, cris et gestes disproportionnés qui accablent les interprètes, fusent-ils les plus célèbres. Mais l'honneur est aux Milanais qui ont tranché souverainement, comme les foules assotties de sang des théâtres antiques.

L'Ernani présenté le 7 décembre appartient à la seconde catégorie. MM. Badini et Siciliani, surintendant et directeur artistique de la Scala, n'ont décidément pas de chance : après le scandale de la Cavalletta dans Anna Bolena, après le semi-divorce avec Abbado et Strakosky, ils avaient réuni pour l'inauguration vraiment ce qui se fait de mieux aujourd'hui : dans un Verdi brillant de jeunesse (absent du théâtre depuis treize ans), une mise en scène de Ronconi, des décors de Frigerio, Riccardo Muti au pupitre, et un plateau Freni, Ghiaurov, Bruson, Domingo, ce dernier ayant an-

noncé un et un « soirée parfaite » après un mois de labeur intense.

La mascotte, alias M. Sandro Pertini, président de la République, était là avec son bon sourire et sa pipe, déclenchant une bousculade de paparazzi inconnue depuis le temps de Callas, et aussi Wally Toscanini, Birgit Nilsson, Burt Lancaster et ces personnalités politiques, au milieu d'une foule de plus en plus élégante qui semble avoir conjuré la grande peur des œufs pourris de 1968.

Et puis, patacas, dès le premier acte, la tendre Mirella Freni montre qu'elle n'est pas faite pour le rôle terrible d'Elvira (Donna Sol) : sa délicate voix se brise, se tord, et devient méconnaissable, presque vulgaire ; de plus, elle commet l'impardonnable erreur de ne pas chanter la cavatine, et elle est impitoyablement sifflée. Au deuxième acte, Charles-Quint (Renato Bruson, le Falstaff de Giulini), la gorge sans doute nouée par le trac, canarde par deux fois et déclenche les huées qu'on devine. Miracle au troisième acte, tout va bien, et les acclamations du public semblent vouloir réparer tant de

méchanceté. Catastrophe au quatrième acte, admirablement chanté et mis en scène pourtant ; tout le monde en prend pour son grade, même Ghiaurov, même l'impeccable Domingo, et surtout : « Bouh, Ronconi ! à la porte ! » avec mouvements de bras explicatifs, dix minutes durant. Seul Muti (que le président est venu embrasser sous de folles acclamations à l'entracte) échappe à la honte... Les Milanais ont-ils réusé leur Saint-Ambroise, mais bien injustement, après avoir adoré l'an passé un Lahengrin assez médiocre vocalement.

Nous emportons au contraire le souvenir d'une très bonne soirée. Quelle vigueur dramatique chez ce Verdi de trente ans qui trouve presque infailliblement les mélodies, les rythmes, les accents les plus directs, pour traduire cette action haletante, d'une violence extrême, aux rebondissement perpétuels, où les deux des amants traqués sont constamment interrompus sous les coups de Charles-Quint et de Don Ruy Gomez ! Pas la moindre gaucherie dans cette musique orchestrale avec une simplicité si frappante, où le chœur se déploie très naturellement selon la courbe des sentiments. Et si le livret de Piave reste assez proche de l'intrigue hugolienne, la musique est déjà si verdienne qu'elle semble préfigurer Don Carlo.

Alluvions historiques

Le spectacle de Ronconi tranche radicalement sur la convention de l'opéra historique. Ni seizième, ni dix-neuvième, ni vingtième siècle : les ravissants costumes de France Squarapino mêlent allégrement les époques (casques du seizième nobles à fraise, robes Directoire, robes Empire, toilettes de carnaval vénitien (!), itare papale de Charles-Quint, etc.), comme pour indiquer, selon Sergio Segallini, le gigantesque brassage des alluvions historiques qui se bousculent à l'embouchure de l'opéra, sous les yeux de diététien en habit qui ont pris place à gauche sous les lourdes colonnes éblouissantes de Frigerio.

Si Ronconi respecte une tonalité espagnole dominante, c'est avec la même désinvolture quant aux lieux et aux temps (danses de flamenco, paysannes, vestes avels baroques à grosses colonnes torsadées...). Et dans le formidable caveau de Charlemagne à Aix-la-Chapelle, soudain jaillissent les dieux de l'Empire romain germanique, tout en rouge à leur banc comme les membres d'un tribunal britannique, qui proclament Charles-Quint empereur.

Ce tohu-bohu réjouissant, qui a certes de quoi indigner les abonnés de la Scala, est comme toujours magistralement mis en œuvre par la science des gestes, les éclairages saisissants, les mouvements de foule de Ronconi, qui a même inventé de nouvelles possibilités scéniques en creusant au milieu du plateau un vaste ravin (ou une espèce de piscine) dont le « relief » casse les défilés et permet de faire surgir ou disparaître en un instant une foule ou une armée.

Ce spectacle plein d'imprévu et de charme, malgré les décors monumentaux de Frigerio, aboutit à dépouiller l'œuvre de son « réalisme » traditionnel, et elle apparaît toute jeune, fraîchement éclosée, comme la partition, étonnamment décapée par Riccardo Muti, dont la direction lumineuse, frissonnante, passionnée, est si svelte qu'on en ressent la merveilleuse qualité sans presque s'en apercevoir.

Quant aux malheurs de la distribution, disons qu'ils sont totalement injustifiés pour Domingo, Ernani « superbe et généreux » autant qu'émouvant, et pour le Don Ruy Gomez de Nicolas Ghiaurov, moins à l'aise cependant en ce « vieillard stupide », cruel et quelque peu libidineux qu'en son inoubliable Philippe II. Les déraillements de Renato Bruson ne sont qu'un accident, et seule Mirella Freni est victime d'une erreur de distribution qui lui rappellera sa cuisante Traviata en ce même théâtre, encore qu'elle ait été admirablement elle-même au dernier acte. On n'oubliera pas enfin les formidables chœurs de Romano Gandolfi.

Mais les ingénieurs d'EMI, venus pour enregistrer sur le vif ce « grand événement », auront bien du mal à tirer une bande propre de cette soirée aussi tumultueuse que la fameuse bataille de 1830.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Ernani avait été écrit pour la Fenice de Venise, où il fut représenté le 9 mars 1844, pendant le carnaval.

FORMES

D'un continent à l'autre

Une saison outre-Atlantique a permis à Raymond Codin de reconnaître son lointain Canada (1). Il a été bénéfique, re vent de liberté qui s'est levé pour elle et a insufflé à ses dernières œuvres, celles du retour, une vie toute neuve. Il y a, transposées à l'extrême bien sûr, ces étendues morcelées ocrees, beiges, dorées, où parfois fait tache la poussée végétale qu'elle appelle Vert Labrador. On ne décèle pourtant pas de solution de continuité entre les formes actuelles et celles d'avant — il aurait été dommage que Raymond Codin voue à un total abandon ses colonnades corallines. Mais quelle délivrance, quelle joie transportée par d'invisibles ondes qui servent de joints aux divers éléments d'une composition dense et légère !

La méditation de Jean-Yves Bourgain a besoin de grands espaces pour s'épanouir à l'aise (2). Et les teintes mates, assourdis, (survivance de son passé de fresquistes), d'azur et de colchique, de rose et de sable, conviennent à merveille à une nature contemplative, plongée dans le poème. Les titres qui accompagnent ces toiles, presque toujours habitées par quelque petit personnage, qui en semble l'âme rêveuse, ne laissent planer aucun doute sur l'univers spirituel du peintre : Polyptyque des quatre temps, triptyques pour les jours enjoints, pour les jours oubliés, pour les jours à venir. De courts textes, d'inspiration mystique, biblique, en prolongent les résonances.

Chez Carl Liner, qui après douze ans réaffronte le public parisien (3), le monde environnant se contente désormais, avec une violence croissante, de sous-tendre des compositions qu'on serait tenté de ranger dans l'abstraction lyrique, pour la compréhension du lecteur. Le regrette Denis Chevalier préférerait parler à son sujet d'une « combinaison de fauvisme par son langage et d'expressionnisme par sa passion intérieure ». On est frappé par la vigueur de l'armature fortement chargée de blocs homogènes, maintenus par des cerces épais et solidement posés sur des fonds d'une coloration intense, de préférence d'un rouge éclatant. On aimera au moins autant les œuvres sur papier, d'une subtilité tendresse. Sans vaine prétention, Dominique Marty s'est, en toute simplicité et en toute sensibilité, laissé convaincre par le (ou les) pays qu'il avait sous les yeux (4). Mieux encore que ses gouaches acryliques tissées d'herbes et de fleurs, ce sont ses lavés qui nous charment. Un minimum de moyens lui suffit pour perpétuer l'estuaire de l'Aven, ses bouquets d'arbres filant la lumière et surtout ses échappées vers le large où l'eau, le roc, le ciel se

compénètrent. Dominique Marty a su conserver intacte sa faculté d'inventivité. L'âge n'a rien à voir avec la jeunesse du cœur.

On a souvent sous-estimé l'importance de l'apport des « Américains de Paris », de ceux qui ont préféré se fixer chez nous, ou y ont longuement séjourné. Phénomène d'import-export, pourrait-on dire, car ce commerce (au noble sens du mot) était, et reste, à double sens. Tous ont donné autant qu'ils avaient reçu en leur pays d'origine. Et d'abord la liberté, au lendemain de la guerre. Il fallait les grouper au moins temporairement, donner de la colonie américaine un minimum qui puisse trouver un espace à sa taille. L'immense Paris Art Center (5) le lui a offert. Il rassemble une anthologie de vingt-

quatre artistes, et non des moindres, grâce à la collaboration d'une dizaine de nos meilleures galeries. D'une liste prestigieuse, on retiendra (tous seraient à citer) de Calder, Downing, Sam Francis, Elizabeth Franzheim, objet ailleurs d'une exposition personnelle (6), Sheila Hicks, Paul Jenkins, Kline, Man Ray, Charles Pollock, Hugh Weiss, représentés par des œuvres plus d'une fois inédites.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Nane Stern, 25, avenue de Tourville.
- (2) Unifor, 6, rue des Saints-Pères.
- (3) Galerie Suisse, 17, rue Saint-Sulpice.
- (4) Galerie Marthe Nocky, 93, rue de Seine.
- (5) 36, rue Falguière.
- (6) Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi.

VENTES

A Londres
LE DESTIN
D'UN BOTTICELLI
VRAI OU FAUX

Faux ou vrai ? Mini ou grand événement chez Christie's à Londres, le 10 décembre, avec la vente du portrait de Giovanni di Francesco dei Medici, attribué à Botticelli ? Les enchères ont démarré à 300.000 livres, ont grimpé vite, mais se sont arrêtées également assez vite : 750.000 livres, avec les frais 810.000 livres, soit environ 9 millions de francs.

Le prix est relativement modeste s'il s'agit d'un Botticelli tardif comme l'affirme un expert de chez Christie's : la National Gallery, qui d'ailleurs l'a exposé sous l'étiquette Botticelli, vient d'acquiescer un Monnet, la Gare Saint-Lazare, estimés chacun à plus d'un million de livres. Il n'est pas excessif non plus, s'il s'agit, comme d'autres experts le pensent, d'une œuvre de Botticelli, élève de Botticelli, ce qui la situe toujours dans le quinzième siècle florentin.

Le portrait en question (58 cm x 39,2 cm), où l'on voit le prince tenant un médaillon comme dans le Portrait d'homme des Offices (Botticelli, 1474) était arrivé en Angleterre au dix-huitième siècle, apporté par Sir Thomas Wynn, le premier lord de Newborough, qui avait longtemps séjourné en Toscane. Découvert chez un descendant de celui-ci à la fin des années 30, il avait été acheté par un marchand londonien pour 80 livres, racheté par Christie's, presque immédiatement pour 10.000 livres et revendu le double à Sir Thomas Wynn dont la famille, le 10 décembre, l'a vendu à un acheteur anonyme, par téléphone, prospectivement. — G. B.

EXPOSITIONS

Au musée du Louvre
CIMABUE
SAUVÉ DES EAUX

Les visiteurs de la grande galerie bénéficieront pendant cinq semaines d'un groupement insolite. L'immense Crucifix peint par Giovanni Cimabue, « l'artiste universellement illustre » (Vasari), pour l'église des franciscains à Florence, est suspendu à quelques pas de la Madone aux anges et de la Pala de Giotto (1). On peut relire le vieux Vasari pour apprécier la portée de cette confrontation, qui nous ramène à Florence vers 1290 (2). Elle a une immense signification pour la ville, dont ce crucifix de bois de plus de quatre mètres est devenu le « palladium ».

Déposé depuis longtemps au musée de Santa-Croce, il reçut les eaux noires de l'inondation dans la nuit tragique de novembre 1966, commença à s'écarter et ne fut sauvé de la décomposition totale que par l'effort passionné des services dirigés par V. Procalci. La restauration fut lente, laborieuse et sage, Umberto Baldini adopta un parti original pour compenser les manques trop nombreux, sans les nier par des copies.

Dans ce chef-d'œuvre, tous les détails comptent : les taches de sang qui s'étaient sur les rebords sont, par exemple, une démonstration prodigieusement neuve. Les Italiens ont voulu présenter à l'étranger le résultat de leur travail.

ANDRÉ CHASTEL

- (1) Cimabue : le Crucifix de Santa-Croce, étude par Umberto Baldini et O. Casazza. Grande galerie du Louvre (jusqu'au 17 janvier 1983).
- (2) On peut s'aider de la nouvelle édition de Vasari en français : vol. 2, éd. Berger-Levrault, 1961.

■ Une licence d'exportation vient d'être refusée à un marchand français qui avait proposé une peinture de David à la National Gallery de Londres. Il s'agissait du Portrait de M. Blauw, ministre hollandais peint par David, à Paris vers 1790.

■ L'enquête sur les pratiques culturelles des Français, menée par le service des études et recherches du ministère de la culture (le Monde du 8 décembre) est publiée aux éditions Dalloz (438 pages, 92 F.).

■ Devant le succès d'Opening Night, film de John Cassavetes, le Festival d'automne organise une projection supplémentaire, le 12 décembre à 20 heures à l'Olympia.

FONTAINE SYLVIE JOLY

« Elle est, de loin, la plus drôle. LE MATIN »

« Beau de l'humour noir. FRANCE-SOIR »

30 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

Location 874.74.40 et Agence

BOIS DE CHAUFFAGE A PARIS

Livraison rapide selon vos besoins. Un bon feu au bon prix.

BUCHES SERVICE, (1) 677-00-37

THÉÂTRE

L'Opéra nomade

(Suite de la première page.)

Les acteurs du Lierr Théâtre ne se conduisent pas ici en obliques de passage. Les spectacles qu'ils donnent, leur extérieur physique même, le climat simple et fraternel de la maison, participent d'un certain calme, d'une certaine réflexion posée, d'une simplicité matérielle, et d'une chaleur saine, propres aux nuits qui commencent dans ce fragment de la ville.

Les acteurs du Lierr Théâtre, dans la journée, tiennent peu à peu leurs liens avec les habitants les plus anxieux du quartier, c'est-à-dire les jeunes et les personnes âgées. Tout se passe en effet comme si l'âge d'homme et les servitudes de soutien de famille qu'il implique poussaient à accomplir, même dans le noir, même dans une absence presque entière de bonheur, quantités d'actes nécessaires, mécaniques, afin simplement de survivre. Alors que, chez l'adolescent, la peur risque de l'emporter, plusieurs fois par jour, et que, chez les gens en fin de vie, la démission gagne.

Alors les actes du Théâtre, l'amitié des comédiens, est empêchement des solitudes, l'incitation à « jouer » des choses, à actionner corps, voix, facultés spirituelles, ensemble, en groupe, à figurer peu ou prou une « vie », tout cela restitue un allant, une respiration, en tout cas un projet, à des bêtes découragées.

C'est ainsi que le théâtre, l'exercice du théâtre, à l'usage, de toute évidence, redonne, aux personnes âgées, une « mémoire » : elles se sentaient comme vidées à l'approche de la fin, et voici qu'un compagnon de leurs vies elles retrouvent des souvenirs, des dialogues anciens, des chansons oubliées. Les jeunes, eux,

privés de cette sorte de grenier à images, inventent des représentations de leur angoisse, de leurs rancunes.

Tout cela, certes, n'améliore pas en fait des situations précaires, mais apporte néanmoins un peu de force, dégage un peu l'impasse.

Le soir, dans leur théâtre « ferroviaire », dans le grondement proche des trains qui passent, les comédiens du Lierr réalisent des choses fort belles qui ne « jurent » pas avec le climat du quartier.

La dernière en date, l'Opéra nomade, figure la rencontre, une nuit, le temps d'une halte, d'un sommeil, de deux couples de gitans.

Peu d'objets : valises, couvertures, du feu et, une bouillotte. Rien d'autre qu'une seule nuit partagée, des regards, des regards, peu de paroles.

L'originalité de la pièce est qu'elle est entièrement chantée, la plupart du temps sans paroles : des murmures. Musique très étrange, impressionniste, qui rappelle les « appels de chasse », dans la nuit de la forêt, des Pygmées Aka, ou les chants de rivière des Mélanésiens des îles Salomon. Ces musiques immatérielles, fuyantes, sont soutenues aussi par la violence rauque des cris andalous. Comme si s'allaient, en un seul contrechoc fragile, hésitant, les voix de plusieurs peuples errants, incertains.

C'est la précarité de ce spectacle qui fait sa force, ce sont ses ténébres qui font sa flamme. C'est simple et beau. Il faut aller soutenir ces acteurs du Lierr Théâtre qui pratiquent un art courageux et salutaire.

MICHEL COURNOT.

■ Lierr-Théâtre, 20 h 30 le mercredi, 22, rue du Chevaleret.

MARIGNAN PATHÉ V.O. et V.F. — QUINTETTE PATHÉ V.O. — en V.F. : FRANÇAIS PATHÉ — GAUMONT RICHELIEU — LES MONTPARNOS GAUMONT CONVENTION — GAUMONT GAMBETTA — ATHÉNA — GAUMONT HALLES — MISTRAL — CLICHY PATHÉ — MAXEVILLE — BELLE ÉPINE Pathé — CHAMPIGNY Multiciné — BOULOGNE Gaumont-Ouest — ARGENTEUIL Alpha — ENGHEN Française — COLOMBES Club — ORSAY Ulys — VILLENEUVE St-GEORGES Artel — PARLY 2 — POISSY U.G.C. — LA DÉFENSE 4 Temps — CERGY P.B. — SAINT-CLAUD les 3 Pierrots

Le meilleur dessin animé depuis l'âge d'or de l'animation.

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH

United Artists

SOCIAL

Le délai de dépôt des contrats de solidarité serait reporté au 15 décembre

L'ultime délai pour le dépôt des contrats de solidarité - permettant d'appliquer le droit à la prime de 70 % - est-il repoussé au 15 décembre ? Dans le Monde du 3 décembre, nous avions indiqué que, malgré le délai limite de 15 décembre, le gouvernement accepterait une certaine souplesse en matière de dépôt des contrats de solidarité.

A l'occasion de la présentation d'un projet de loi de solidarité, M. Couste, ministre de l'Emploi, a déclaré que le délai de dépôt des contrats de solidarité serait reporté au 15 décembre.

Il faut, certes, cette souplesse mais, l'absence de la prime de 70 % sur la limite - il nous semble préférable de ne pas la communiquer - a répondu le ministre à l'Humanité... tout au moins, nous ne pouvons pas nous en passer.

Certes, M. Le Garrec, ministre de l'Emploi, a déclaré que le délai de dépôt des contrats de solidarité serait reporté au 15 décembre.

En réclamant l'annulation de cette circulaire, le report - le plus tard possible - du délai de dépôt des contrats de solidarité...

naires sociaux pour exiger de nouveaux assouplissements.

La retraite à 60 ans

Autre débat difficile, qui reprend : la retraite à 60 ans. L'application de l'ordonnance de 1982 sur la retraite à 60 ans au plein (50 % des salaires plafonnés des dix meilleures années après 37,5 ans de cotisations) à partir du 1^{er} avril 1983.

« Les pensions complémentaires », a-t-il déclaré, « ne sont pas des pensions à proprement parler, elles sont des compléments de la retraite de base ».

« L'autonomie des régimes complémentaires sera respectée. Il n'est pas question de les intégrer dans le régime de base », a-t-il déclaré.

Les négociations entre patronat et syndicats ont abouti à un accord sur la retraite à 60 ans.

LE PAIN DE LA LIBERTÉ

Des travailleurs immigrés font redémarrer une boulangerie industrielle à Ivry-sur-Seine

Des grévistes, la plupart immigrés, qui occupent leur entreprise depuis deux mois et qui, finalement, ont remporté la victoire du pain, des croissants, de la pâtisserie, distribuent leurs produits à la clientèle : c'est une victoire pour eux.

Chez Hédé, 36, rue Jean-Le-Galleu, à Ivry-sur-Seine - une importante boulangerie industrielle de la région parisienne - un drapeau rouge orne la grille d'entrée au-dessus d'une banderole de la C.G.T. : « Non aux licenciements, non à l'exploitation patronale ! ».

Mercredi 10 décembre, les grévistes, invoquant la nouvelle législation qui permet de sauver l'outil de travail, ont emporté des sacs de farine et d'autres denrées qui risquent de pourrir dans l'usine.

Dans la cour, une dizaine de monnettes de livraison : pains, croissants, baguettes, viennoiseries, sont prêts à être livrés.

La campagne gouvernementale pour l'étalement des vacances

M. André Henry, ministre du temps libre, s'est fixé un objectif en matière d'étalement des vacances : « Que d'ici au 31 janvier 1983, des milliers d'entreprises françaises décident, par la concertation interne, de maintenir leur activité toute l'année, comme c'est le cas dans presque tous les pays du monde, en réalisant un plan d'étalement des congés et d'organisation des activités de production ».

Tout a été dit, tout a été écrit au sujet de l'hyper-concentration des départs des Français en vacances : le mois de juin enregistre 5,2 % des journées de congés d'été ; celui de juillet, 29,8 % ; celui d'août, 50,9 % ; celui de septembre, 11,8 %.

Les vacanciers ne connaissent que trop les inconvénients de la poussée de fièvre : embouteillages, routes de la mort, etc.

Le plan collectif, les villages de vacances, n'ouvrent que quatre ou cinq jours par an. Sur 1,5 million d'emplois dénombrés dans le tourisme, seuls 100 000 sont permanents.

Quant aux entreprises, leur fermeture totale provoque un mois d'arrêt de 10 % de la production industrielle et un recul de 25 % des exportations.

Tous les analystes ne s'accordent pas sur l'importance du manque à gagner pour le pays (38 milliards de francs environ), mais tous reconnaissent que les entreprises souffrent énormément de la concentration des départs.

Au ministère du temps libre, on se préoccupe de l'étalement des vacances. Tout d'abord il y a la concertation interne, qui est la plus importante.

Les accords salariaux sont signés à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P.

(Suite de la première page.)

A la R.A.T.P., les syndicats C.G.T. des personnels d'exécution et des agents d'exploitation du métro, du R.E.R. et des autobus ainsi que des ingénieurs et cadres C.G.T. ont signé l'accord, refusé au préalable par la C.G.C. et la F.O. A la S.N.C.F., les syndicats ont jusqu'au 15 décembre pour signer l'accord.

Cette extension de la sauvegarde dans le secteur public risque de créer des tensions entre les entreprises et les administrations.

Une importante entreprise agro-alimentaire avait, fin octobre, signé un accord de sortie du blocage des salaires avec la C.F.D.T., la C.G.T. et la C.G.C., s'inspirant pour ses 18 000 salariés des recommandations gouvernementales (18 % sur 1982 et 1983).

que, la C.G.T. a retiré sa signature, et tout devra vraisemblablement être renégocié. Exemple isolé ? Peut-être, mais il est significatif.

Dans l'assurance, un accord salarial vient d'être signé entre la Fédération française des sociétés d'assurances, la C.F.D.T. et les organisations C.F.T.C. Il ne concerne que la région parisienne, mais devrait s'appliquer à de nombreux départements.

Le « constat » des entreprises est peu près le même : de la sauvegarde, il y a eu une augmentation salariale sur deux ans, mais sans garantie, et sur, en cas de dérapage des prix au-delà, les salaires se réduisent au niveau de 1981 pour voir si un ajustement est nécessaire et surtout si la situation économique le permet. Un conditionnel qui a une importance.

MICHEL NOBLECOURT.

Le comité d'entreprise de la Caisse d'assurance-maladie de la région parisienne devrait disparaître le 31 décembre

Le comité d'entreprise (C.E.) de la Caisse primaire d'assurance-maladie de la région parisienne devrait disparaître le 31 décembre, en raison de la suppression de la Caisse primaire de la région parisienne.

Les investissements auraient baissé de 7 % en 1982

Les investissements des entreprises auraient baissé de 7 % en 1982, selon l'INSEE.

Dans les biens intermédiaires, le volume aurait baissé de 7 %, dans les situations intermédiaires, le volume aurait baissé de 7 %.

DANS LE TRAIN FORUM A NANCY

Que les grandes entreprises donnent l'exemple...

De notre correspondant

Nancy. - Assurément, le train-forum pour l'étalement des vacances ne ressemble en rien, lors de son arrêt en gare de Nancy, à un train de vacances au début du mois d'août.

Le difficile est cependant d'amorcer le mouvement : « Les grandes entreprises doivent donner l'exemple », a déclaré M. André Henry, ministre du temps libre, qui participait à l'une des « tables rondes ».

Une réflexion qui résume bien l'ambiance des « tables rondes », qui ne sont que la participation des responsables du ministère. Tout le monde d'accord sur le principe de l'étalement des vacances, mais les syndicats, le patronat, le gouvernement, les vacanciers restent allergiques à toute remise en cause de ses habitudes.

« Nous sommes confrontés à une somme de problèmes individuels qui nous trouvent actuellement dans des réponses individuelles ou sectorielles », a résumé l'un des participants.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

MONNAIES

APRÈS LES RÉUNIONS DE KRONBERG ET DE PARIS

Une importante augmentation des ressources du Fonds monétaire apparaît certaine

Réunis à Kronberg, près de Francfort, jeudi 10 et vendredi 11 décembre, les directeurs de l'économie et des finances des Cinq (États-Unis, France, Grande-Bretagne, R.F.A., Japon), ont décidé, selon les déclarations faites à la presse par le ministre allemand des finances, M. Stöckmann, d'accélérer le processus de décisions destinées à augmenter les ressources du Fonds monétaire. Les « suppléments » (hauts

fonctionnaires) du groupe des Dix (les Cinq plus l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, la Suède et le Canada) ont tenu mercredi après-midi à Paris une session de travail pour examiner le projet d'extension et d'amendement des accords généraux d'emprunts qui permettent au F.M.I. de se procurer des ressources supplémentaires.

Après la réunion de Kronberg, il apparaît probable qu'un accord sera conclu pour une augmentation substantielle de l'ordre de 50 % des quotes-parts du Fonds monétaire ainsi que pour un élargissement des conditions d'application des accords généraux d'emprunts. En vertu de ces accords, les Dix et la Suisse peuvent mettre sous condition à la disposition du Fonds monétaire l'équivalent de 6,1 milliards de dollars de tirage spécial (1 D.T.S. vaut actuellement un peu plus que 1,09 dollar). Il est envisagé de tripler ce chiffre.

A peine la réunion était-elle terminée que les suppléments du groupe des Dix se sont réunis à Paris sous la présidence de M. Lamberto Dini, directeur général de la Banque d'Italie, pour examiner les principes selon lesquels les accords généraux d'emprunts pourraient être élargis et amendés en vue d'augmenter les possibilités d'intervention du Fonds monétaire.

Une nouvelle réunion du groupe des Dix aura lieu en janvier, après que le conseil d'administration du F.M.I. aura (avant Noël) délibéré sur l'ensemble des questions en suspens. Si un accord est conclu entre les grands pays industriels, le comité intermédiaire au sein duquel sont représentés, directement ou indirectement, les quatre-vingt-huit membres du Fonds pourrait se réunir à Washington à la mi-février en lieu de fin avril comme il avait été prévu à l'assemblée générale de Toronto en septembre.

En ce qui concerne l'augmentation des quotes-parts du Fonds, une certaine divergence de vues subsiste entre Américains et Européens. Les montants totaux des quotes-parts des Dix de 61 milliards de D.T.S. (66 milliards de dollars). Les projections envisagées visent à porter ce chiffre entre 85 et 100 milliards de D.T.S. (entre 92 et 109 milliards de dollars). Le premier de ces chiffres correspondrait à une augmentation de 40 % à laquelle les États-Unis sont désormais prêts à souscrire, et le second à une augmentation de 65 % environ, supérieure donc aux 50 % prévus par les Européens (mais plusieurs pays européens, dont la France, et la Grande-Bretagne, considèrent les 50 % comme un minimum). En ce qui concerne les accords généraux d'emprunts, il s'agit d'en porter le montant entre 15 et 20 milliards de D.T.S. (16,5 et 22 milliards de dollars).

Les suppléments du groupe des Dix se sont mis d'accord sur un certain

nombre de principes pour amender les accords généraux d'emprunts (A.G.E.) conclus en 1962. En vertu de ces accords, les Dix sont à la fois les fournisseurs et les bénéficiaires éventuels des ressources supplémentaires mises à la disposition du Fonds. C'est ainsi qu'en 1976 le Fonds avait fait jouer les A.G.E. pour accorder un prêt à la Grande-Bretagne, puis en 1977 en faveur de l'Italie. Il s'agit, aujourd'hui, d'autoriser le Fonds à faire appel aux ressources des accords généraux d'emprunts pour des crédits consentis à des pays extérieurs au groupe des Dix. Dans les circonstances actuelles, ces pays seraient des débiteurs du tiers-monde. Mais cette faculté serait ouverte au Fonds à deux conditions : 1) que cette institution vienne à l'aide de autres ressources dont elle dispose normalement ; 2) ou bien que certains pays connaissent des problèmes de balance de paiement d'une telle ampleur qu'ils puissent mettre en danger la stabilité du système financier international.

Assouplir les règles ?

Aujourd'hui, par exemple, la deuxième de ces critères pourrait jouer, et le premier n'est peut-être pas très loin d'être atteint. Le Fonds, après les crédits qu'il a déjà ou qu'il va consentir au Mexique, à la Hongrie, à l'Argentine et au Brésil, se retrouvera en possession d'environ 10 milliards de dollars de tirage spécial, mais d'autres opérations sont envisagées. Quant à l'incapacité dans laquelle se trouvent les plus gros pays débiteurs à faire face à leurs charges d'intérêts, elle fait peser incontestablement une lourde menace sur la stabilité du système bancaire international.

Le F.M.I. accorde, actuellement, ses prêts ordinaires au taux de 6,5 %. Les crédits alloués sur ressources des A.G.E. seraient consentis à des conditions des plus onéreuses, voisines de celles du marché. C'est la raison pour laquelle les États-Unis, qui sont à l'origine du projet d'extension des A.G.E., préfèrent cette solution à une augmentation plus importante des quotes-parts, la préoccupation de Washington étant de limiter les appels au F.M.I. pour ne pas encourager une nouvelle progression de l'endettement.

Les experts se sont posés une autre question (inattendue) : faut-il aussi assouplir les règles des accords généraux d'emprunts pour permettre à des pays extérieurs au groupe des Dix d'apporter leur concours ? La solution envisagée serait d'autori-

ser la conclusion d'accords parallèles avec des pays tels que l'Arabie Saoudite. Rappelons que cette dernière s'était engagée, en 1981, à mettre à la disposition du Fonds monétaire, en deux tranches annuelles successives, la somme globale de 8 milliards de dollars avec la possibilité d'une troisième tranche de 4 milliards pour l'année 1983.

Lors de leur prochaine réunion, les experts des Dix auront une autre question à examiner : dans quelles proportions convient-il d'augmenter les quotes-parts des pays membres ? Problème délicat, car l'influence au sein du Fonds est fonction de l'importance de la contribution de chaque pays. C'est ainsi que la France occupe le quatrième rang (après les États-Unis, la Grande-Bretagne, la R.F.A.). Le Japon, qui serait en mesure de mettre à la disposition du Fonds des ressources plus importantes que la France devancerait-il cette dernière ? La question est posée depuis déjà plusieurs années. Les décisions concernant l'augmentation des ressources se prennent à une majorité de 85 % (voix pondérée).

Le groupe des Dix, qui fournit l'essentiel des devises convertibles, c'est-à-dire les seules qui soient véritablement utilisables par le Fonds, joue au sein de cette institution un rôle prépondérant ; et, au sein des Dix, le groupe informel des Cinq a un pouvoir de décision virtuel. Une augmentation de 50 % des quotes-parts correspondrait à 30 milliards de D.T.S. supplémentaires, mais, en réalité, l'apport utile serait de 15 milliards de D.T.S. au Fonds, car les 15 autres milliards seraient constitués par les quotes-parts des pays à monnaie inconvertible. Les monnaies inconvertibles ne sont jamais prêtées par le Fonds monétaire, étant donné que personne n'a besoin de monnaies qui ne servent que l'usage interne et ne peuvent être utilisées pour régler des opérations internationales.

PAUL FABRA.

ENVIRONNEMENT

Au Conseil d'Etat

L'EXTENSION DU CENTRE DE RETRAITEMENT NUCLEAIRE DE LA HAGUE A ÉTÉ LÉGALEMENT DÉCLARÉE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le Conseil d'Etat vient, par une déclaration du 10 décembre de rejeter la requête que le Comité régional d'information et de lutte antinucléaire de Basse-Normandie avait présentée contre le décret du 21 mai 1980, déclarant d'utilité publique les travaux d'extension du centre de retraitement de La Hague (Manche).

Pour contester la légalité de la déclaration d'utilité publique, qui doit permettre à la Compagnie générale des matières nucléaires, chargée de l'exploitation du Centre de La Hague, d'augmenter très sensiblement les capacités de retraitement des combustibles irradiés afin de faire face aux besoins des centrales nucléaires françaises de la filière « eau légère », le comité avançait plusieurs critiques : parmi celles-ci l'insuffisance des études d'impact auxquelles avait donné lieu le projet et l'absence d'utilité publique de l'opération, jugée par les militants antinucléaires trop coûteuse, aléatoire et dangereuse pour l'environnement et la santé.

Le Conseil d'Etat n'a retenu aucune de ces critiques. Il a d'abord estimé que les études d'impact avaient été menées de manière sérieuse et que leur contenu était en relation avec l'importance des travaux projetés et leur incidence prévisible sur l'environnement. Envisageant ensuite les avantages et les inconvénients de l'opération, le Conseil d'Etat a dégagé de leur comparaison un bilan positif. Il a relevé que le déséquilibre entre les besoins en énergie et les ressources disponibles sur le territoire ainsi que la nécessité d'assurer le conditionnement des radio-éléments non réutilisés justifiaient le retraitement des combustibles irradiés ; en contrepartie, ni les inconvénients que pourrait présenter le projet sur le plan de la santé publique ou de la sécurité n'ont pas paru déterminants (compte tenu des prescriptions sévères imposées aux constructeurs et exploitants d'installations nucléaires et des précautions prises en l'espèce), ni les atteintes à l'environnement n'ont été jugées de nature à remettre en question son caractère d'utilité publique.

ÉTRANGER

Canada

AU TERME DE CINQ SEMAINES DE GRÈVE

Les ouvriers de Chrysler ont obtenu une importante augmentation de salaire

De notre correspondant

Montréal. — Après cinq semaines de grève, les neuf mille six cents ouvriers des usines canadiennes de Chrysler ont remporté une importante victoire morale en obtenant une augmentation immédiate de salaire que la compagnie avait refusée à ses quarante mille salariés américains. Les ouvriers canadiens se prononcent au cours du week-end sur l'accord de principe intervenu jeudi 9 décembre entre leurs représentants et la direction de la filiale canadienne du troisième constructeur automobile américain. Tout indique que l'accord sera ratifié par les grévistes, ce qui permettrait la reprise du travail dès lundi dans les six usines canadiennes de Chrysler, toutes situées dans l'Ontario.

Après de longues négociations, qu'ils ont qualifiées d'« extrêmement difficiles », les dirigeants syndicaux canadiens ont obtenu un contrat de deux ans prévoyant une augmentation immédiate de 1,15 dollar du salaire horaire, qui était bloqué à 9 dollars (environ 54 F), à la suite d'un accord intervenu en janvier 1981 entre le syndicat et la direction, pour permettre à l'entreprise d'échapper à la faillite. En septembre, la compagnie avait proposé à ses employés américains et canadiens de leur accorder des augmentations de salaire à condition qu'elle réalise des bénéfices. Les ouvriers avaient refusé mais les syndi-

cats américains avaient néanmoins accordé à Chrysler un moratoire jusqu'en janvier. Le syndicat canadien de l'automobile, qui est une filiale de l'U.A.W. américaine, adopta une attitude plus dure et déclencha la grève le 5 novembre (le Monde du 12 novembre).

Malgré les réserves de leurs collègues américains — quatre mille six cents ouvriers ont été mis à pied aux États-Unis à cause des ruptures de stock provoquées par la grève au Canada — et malgré les mises en garde de Chrysler, qui accusait les grévistes de vouloir l'acculer à la faillite, ces derniers ont fait preuve de beaucoup de détermination et ont finalement obtenu satisfaction sur l'essentiel. Leur salaire horaire restera néanmoins inférieur à celui des ouvriers des usines canadiennes de General Motors et de Ford (12 dollars, soit 72 F).

Pour débloquer les négociations, il aura fallu l'intervention des dirigeants syndicaux américains et du vice-président de Chrysler-Etats-Unis, arrivés mercredi à Toronto, pour participer aux discussions. Le président de l'U.A.W., M. Fraser, a souhaité que l'accord intervenu au Canada serve de base pour la négociation avec les employés américains.

BERTRAND DE LA GRANGE.

YUGOSLAVIE

● Crédit de 250 millions de francs à la Yougoslavie. — Une ligne de crédit de 250 millions de francs a été ouverte, le 10 décembre, à la Yougoslavie, par un groupe de banques françaises dans le cadre d'un protocole financier gouvernemental entre Paris et Belgrade. Remboursable en cinq ans avec un taux d'intérêt de 10,85 %, ce crédit est destiné à financer l'importation par Belgrade de pièces détachées, de produits semi-manufacturés et français.

(Publicité)

ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
23, bd Vaucluse, 13 de la Jette, 92, Neuilly
Téléphone : 747-61-35

Alain GOUTHIER
Centre officiel d'examen - Marine marchande
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

MEXIQUE

● Instauration d'un double marché des changes au Mexique. — La Banque nationale du Mexique a décidé de procéder, le 20 décembre, à l'ouverture de deux marchés des devises, l'un fixe et l'autre libre, à indicé, le 10 décembre, à Mexico, le directeur de cette institution, M. Miguel Mancera. Le gouvernement fixera, chaque jour, la parité du peso par rapport aux autres devises, sur le marché libre, alors qu'il n'y aura pas de contrôle sur le marché libre, précisait-on. Le 1^{er} septembre, le gouvernement avait nationalisé le secteur bancaire et imposé un sévère contrôle des changes, avec deux systèmes de cotation par rapport au dollar, un système « préférentiel » pour les importations alimentaires et de produits de bases et un système « ordinaire » pour les autres opérations. (A.F.P.)

AGRICULTURE

Trêve agricole entre l'Europe et les États-Unis

(Suite de la première page.)

La C.E.E. est et entend rester un exportateur net de produits agricoles, a poursuivi M. Dalsager. Bref, comme l'a résumé ensuite M. Thorn, le président de la commission, la PAC n'est pas négociable.

Mais alors comment tenir compte des problèmes très réels que posent les Américains, des difficultés qu'ils rencontrent pour résorber les excédents de céréales, de produits laitiers, de volailles... de plus en plus considérables. « Nous nous montrons capables », nous nous adaptons aux circonstances », a souligné M. Block, en mettant l'accent sur la décision annoncée la veille par le président Reagan de livrer gratuitement du blé provenant des stocks publics aux agriculteurs acceptant de réduire leurs emblavements. « Nous accomplissons des efforts de même nature », a répliqué M. Dalsager en rappelant que, face à l'augmentation spectaculaire de l'offre mondiale de sucre, la Communauté, en faisant jouer les mécanismes de la PAC, a réduit cette année de 10 % sa production. M. Dalsager a expliqué que, dans le même esprit, afin de tenir compte de la surproduction, la Commission allait proposer de limiter l'augmentation annuelle des prix des céréales et du lait.

Désamorcer les tensions

Il reste à agir sur le plan commercial et à regarder s'il y a des moyens de limiter les différends européens ou de les apaiser, mais cela « dans les limites des règles existantes et en s'en tenant à l'utilisation de la marge de manœuvre dont chacun dispose », ont souligné les commissaires. Ce sera la tâche du groupe euro-américain qui se réunira au cours du premier trimestre 1983 : « Il s'agit de la liste des cas concrets et discutés des mesures à prendre. Nous n'avons pris encore aucun engagement de résultats ni de négociation », a commenté le président Thorn.

PHILIPPE LEMAITRE.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● L'affaire Grundig : une mise au point de la direction. — Comme nous l'indiquions dans nos dernières éditions (le Monde du 11 décembre), le porte-parole de la direction de Grundig a démenti, vendredi 10 décembre, que sa société ait poursuivi des pourparlers avec d'autres firmes que Thomson, après la signature d'un protocole de rachat par le groupe français nationalisé. Il n'y aurait, selon lui, pas d'autres solutions de rechange.

Toutefois, il semble bien que l'on continue de s'acharner, dans divers milieux d'Allemagne fédérale, que soit explorée la possibilité d'une « solution nationale ».

Conjoncture

● Les prix des matières premières importées par la France — exprimés en francs — ont augmenté de 1,6 % en novembre (+ 5 % pour les matières premières alimentaires ; + 0,2 % pour les matières premières industrielles). L'indice s'est inscrit à 175,4 (base 100 en 1978). Exprimés en devises, ces prix se sont accrus de 1,3 % (+ 5 % et - 0,1 % respectivement). L'indice s'est établi à 115,3.

● La conjoncture au Conseil économique. — Une coquille typographique nous a fait écrire dans le Monde daté du 11 décembre (page 40) : « La reconquête du marché intérieur ne signifie pas grand-chose pour le rapporteur qui ne voit pas de différence avec la conquête du marché intérieur. » Nous aurions dû écrire : « La conquête des marchés extérieurs ».

● Les entreprises dont l'activité a été affectée par les intempéries

survenues entre le 6 et le 10 novembre dernier ont jusqu'en 31 janvier pour déposer une demande d'avance exceptionnelle. Cette procédure devrait permettre la continuation de la marche des entreprises jusqu'au versement des indemnités d'assurance. Cette aide concerne les entreprises de moins de cinq cents personnes. Elle est plafonnée à 4 millions de francs et ne peut dépasser le montant de l'indemnité d'assurance. Ces avances bénéficient d'un taux d'intérêt de 8 % pour la part versée par l'État. Le taux des prêts représentant la part des banques est plafonné au taux de base bancaire majoré de deux points. Ces avances devront être remboursées, en une seule fois, dès le versement des indemnités par l'assurance.

Social

● Pour l'adaptation du logement des handicapés, trois conventions, dont l'enveloppe financière totale sera 7,5 millions de francs, vont être signées prochainement par le ministère des affaires sociales, a annoncé mardi 7 décembre un responsable de la direction de l'action sociale.

● Éboueurs parisiens : la grève continue. — La mairie de Paris continue d'adopter une attitude de fermeté dans le conflit des éboueurs parisiens qui va entrer dans sa deuxième semaine. « Nous avons été aussi loin que nous pouvions le faire. Tout ce qu'on pouvait accorder de la part de la mairie, le 10 décembre, M. Jean Tiberi, adjoint au maire chargé des personnels, au cours d'une conférence de presse tenue à l'issue d'une rencontre avec les représentants C.G.T. et C.F.D.T. des éboueurs.

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euro-marché

Encore des emprunts français

Le deutchemerk a été cette semaine la vedette du marché international des capitaux. On ne peut s'en donner sans donner la faiblesse du dollar sur les marchés des changes, qui a pour effet de détourner les investisseurs au profit des autres papiers monnaie du monde occidental. Pas moins de 500 millions d'obligations internationales nouvelles ont été offertes dans la devise allemande par le truchement de quatre émissions importantes. La plus brillante performance a été réalisée par la société américaine McDonald Corporation, qui a réussi à lever au pair, en un temps record, 200 millions de deutchemarks sur une durée de 10 ans, avec un coupon annuel de seulement 7,125 %. Ce dernier est le plus bas proposé sur le marché des euro-emprunts en deutchemarks depuis 1980. Mais les investisseurs suisses et belges, toujours friands de papier émanant de sociétés américaines connues, se sont précipités sur celui offert par McDonald, qui, du coup, a été contraint d'arrêter plus tôt que prévu la période de souscription publique de son émission. Celle-ci est actuellement recherchée à 100, voire même avec une légère prime sur le marché secondaire, ce qui confirme sa popularité. La Caisse nationale de l'énergie (C.N.E.) a également réalisé un bon score avec une euro-emission de 100 millions de deutchemarks, mais sur la base de conditions nettement supérieures. Les obligations C.N.E. d'une durée de 10 ans, qui sont garanties par la République française, comportent en effet un coupon annuel de 8 % et sont offertes au pair. Ces termes réalisés ont été ainsi que le « marché gris » le confirme en cotant l'emprunt aux environs de 99,25 - 99,50. En revanche, le Royaume de Suède n'a pas eu autant de bonheur avec son euro-emprunt de 150 millions de deutchemarks sur 7 ans, lancé à un prix de 99,50 avec un coupon de 8,25 % par an. Les « notes » suédoises sont affectées d'une décote de 1,5 à 1 point, ce qui est trop élevé pour une opération libellée dans la devise allemande. A cet égard, on ne peut manquer de constater que les différents secteurs qui composent le marché international des capitaux ne se ressemblent guère. En Suède, c'est le Royaume de Suède qui a obtenu de meilleures conditions que Gaz de France, bien que celui-ci, tout comme la C.N.E., bénéficie aussi de la garantie de l'Etat français. Autant d'investisseurs, autant de comportements différents.

La faiblesse du dollar est la cause du peu d'activité primaire enregistré cette semaine dans le secteur à taux fixe libellé dans la devise américaine. Deux émissions seulement ont vu le jour. La première, de 200 millions de dollars d'une durée de 7 ans, a été offerte par Ontario Hydro, sous la garantie de la province canadienne d'Ontario. L'euro-emission lancée à un prix de 99,5, avec un coupon annuel de 11,25 % a rencontré une résistance auprès des investisseurs internationaux malgré

la très haute qualification de la dette du garant qui, avec un « AAA », est la meilleure qu'on puisse obtenir aux Etats-Unis. Toutefois, la crainte d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt outre Atlantique et, par conséquent, celle d'un nouveau fléchissement du dollar l'ont emporté. Vendredi, les notes canadiennes se traitaient avec une décote proche de 2 points.

Le second euro-emprunt à taux d'intérêt fixe émane de la Deutsche Bank, dont c'est la quatrième transaction du même type cette année. Basée comme les précédentes sur un « swap », c'est-à-dire un échange des euro-obligations à taux fixe contre du papier doté d'un taux d'intérêt variable avec un partenaire dont l'identité n'a pas été révélée, cette quatrième opération est de 110 millions de dollars. Elle a une durée de 7 ans et est offerte au pair avec un coupon de 11 % par an. Bien que cette nouvelle euro-emission porte à 710 millions de dollars le montant du papier émis en 1982 par la Deutsche Bank sur le marché international des capitaux, le prestige de la grande banque allemande lui a une fois de plus valu un bon accueil, malgré la réserve générale vis-à-vis de la devise américaine.

La B.N.P. a choisi Singapour pour drainer 150 millions de dollars pour sept ans au pair à partir d'un taux d'intérêt variable qui sera composé d'une marge de 0,25 % commission au-dessus du Libor avec une commission bancaire totalisant 0,80 %.

C'est au marché intérieur néerlandais que va s'adresser la semaine prochaine la Caisse nationale des télécommunications (C.N.T.) pour drainer une centaine de millions de florins sur une durée de 10 ans. Les obligations C.N.T., qui seront garanties par la République française, est maintenant confirmée. Mais son montant global a été porté de 3 à 3,5 milliards de francs belges. C'est la partie à taux d'intérêt fixe qui est responsable de cette augmentation. Elle s'élève désormais à 2 milliards et sur une durée de 5 ans : elle est dotée d'un coupon de 13,50 % par an, sur un prix d'émission de 99. La tranche à taux variable se monte à 1,5 milliard. Elle s'étendra sur 10 ans et, pendant tout ce temps, portera un intérêt qui sera l'addition d'une marge de 0,50 % au taux interbancaire offert sur les dépôts en francs belges à trois mois. Simultanément, la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) lève, par le truchement d'un placement privé, 1 mil-

liard de francs belges sur 12 ans, également à travers l'émission de papier qui sera émis à 99, avec un coupon annuel de 13,50 %. Ce qui différencie la tranche de l'E.D.F. de celle de la C.A.E.C.L. est que la deuxième ne bénéficie pas de la garantie de la République française. Cette absence est néanmoins compensée par une commission bancaire plus élevée.

L'euro-emprunt en ECU de Thomson-Brandt est maintenant en souscription publique. Lancé par une filiale de Thomson et garanti par la maison mère, il s'élève à 40 millions d'ECU. Sa durée est de 5 ans, sans franchise, et son coupon annuel est de 12,50 %.

Le prêt saoudien

La saga ininterrompue des emprunts français sur la scène internationale ne se limite pas aux opérations ci-dessus. Alors que le gouvernement français a décidé de tirer le 10 décembre 600 millions de dollars supplémentaires sur la partie stand by de son euro-crédit bancaire de 4 milliards de dollars signé à la fin du mois d'octobre dernier, portant ainsi à 1 milliard le montant utilisé sur cette portion, la République française a enfin mis sur pied l'accord négocié le mois dernier avec l'Arabie Saoudite, lequel est destiné à donner à la France les moyens supplémentaires nécessaires pour défendre le franc sur le marché des changes. Bien que les modalités du crédit avec la France n'aient pas été divulguées et aient peu de chance de jamais l'être, compte tenu du caractère secret de la SAMA, l'agence monétaire saoudienne dispensatrice des fonds, on sait maintenant qu'il consiste en 2 milliards de crédit à moyen terme auquel s'ajouteront au minimum 2 milliards de dollars de facilités diverses. Cette assez vague définition peut comprendre aussi bien un crédit additionnel stand by, des crédits à court terme ou encore des accords de swap qui sont également à court terme. Quoi qu'il en soit, deux points sont à peu près certains :

1° - les 2 milliards à moyen terme seront versés sur un compte de la Banque de France à New-York ;
2° - les conditions consenties à la France par la SAMA sont celles du marché et n'ont que peu de chances d'être plus avantageuses.

Cela signifie que soit le crédit comporte un taux d'intérêt variable, auquel cas le marge de bénéfice pour le prêteur est, selon la durée du prêt, de 0,375 % à 0,50 % au-dessus du taux du Libor, soit que l'emprunt est doté d'un taux d'intérêt annuel fixe. Les Saoudiens ont longtemps préféré la seconde formule. S'ils estiment, comme beaucoup d'autres, que les taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis sont condamnés à se défendre encore davantage l'an prochain, ils peuvent fort bien avoir choisi de prêter à taux fixe.

CHRISTOPHER HUGHES.

Marché monétaire et obligataire

Un vent de baisse

Le vent est bien à la baisse des taux sur tous les marchés financiers occidentaux. En Europe, on « aménage » la volée de réductions de taux d'escompte annoncées la semaine dernière. Aux Etats-Unis, c'est l'attente d'une nouvelle diminution du taux d'escompte de la Réserve fédérale (la FED), que cet établissement retarde, faisant languir les milieux financiers. Selon M. Henry Kaufman, l'expert new-yorkais bien connu, l'aggravation du chômage et le marasme de l'économie doivent pousser la FED à assouplir encore sa politique, d'autant que l'encours du crédit consenti au commerce et à l'industrie se contracte à l'heure actuelle. Même la reprise enregistrée sur les ventes d'automobiles risque d'avorter si le coût du crédit ne baisse pas davantage. Et M. Kaufman de prédire une nouvelle diminution du taux d'escompte, que certains croient probable après la prochaine réunion du comité de l'Open Market, le mardi 21 décembre. Quant à la masse monétaire, qui évolue actuellement de façon erratique, elle a légèrement moins augmenté qu'il n'était généralement prévu pendant la période hebdomadaire se terminant au 1^{er} décembre : l'accroissement aura été de 1,8 milliard de dollars (au lieu de 2 à 4 attendus).

En France, la Banque centrale, à la veille du week-end, a imposé au marché monétaire une baisse de

1/8 % du taux au jour le jour, le ramenant de 12,7/8 % à 12,3/4 %. Il est vraisemblable que la semaine prochaine, elle abaissera une nouvelle fois son taux d'ajudication sur effets de première catégorie, principale source de refinancement des banques, en le ramenant de 12,3/4 % à 12,1/2 %, par exemple. En ce cas, les banques n'auraient plus qu'à diminuer leur taux de base, abaissé de 13,25 % à 12,75 % fin octobre, comme l'espère leur ministre de tutelle, M. Jacques Delors. A moins que la nécessité de défendre le franc (voir ci-dessus) ne vienne contrarier cet « espoir ».

Un marché obligataire toujours bien orienté

Tout va toujours très bien sur le marché obligataire, où les anticipations à la baisse du taux agissent comme un stimulant sur tous les fronts. En ce qui concerne les rendements en Bourse, le fléchissement s'est nettement accentué : 14,87 % contre 15,08 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 14,93 % contre 15,08 % pour ceux à moins de sept ans, 15,49 % contre 15,67 % (et non 16,67 % comme indiqué par erreur la semaine dernière) pour les emprunts du secteur public, et 16,48 % contre 16,84 % pour ceux du secteur privé. Une baisse de pres-

que 0,20 %, c'est considérable. Résultat, les cours des émissions antérieures à taux fixe, lancées à des conditions bien inférieures, continuent de se raffermir sous l'effet d'une demande toujours forte aux dépens des émissions à taux variable, retombées à 97 % du nominal.

Sur le front des émissions, la vedette de la semaine a été l'emprunt, très attendu, de la S.N.C.F. Fixé initialement à 3 milliards de francs, il a été ramené par le Trésor à 2 milliards de francs, afin de ne pas dépasser 150 milliards de francs pour le total des émissions de 1982, montant jugé raisonnable. Quant à son taux, on escomptait 16 % contre 16,20 % précédemment, et on a eu 15,90 % sur douze ans, sans aucune « fenêtre » de remboursement anticipé, comme auparavant, avec toutefois, un taux de rendement réel de 14,31 %.

Bref, un emprunt « super-classique », mais aussi « super-demandé », malgré l'absence de « fenêtre », disposition considérée comme très attrayante tous ces derniers mois. La S.N.C.F. est une bonne signature, il est vrai et, l'anticipation de la baisse du taux a joué en sa faveur. De son côté, le Crédit commercial de France a lancé un emprunt « privé », dans son réseau, de 300 millions de francs à 16,10 %.

F. R.

Les devises et l'or

Vifs remous sur le dollar - Faiblesse du franc

La semaine a été assez agitée sur les marchés des changes, le dollar poursuivant sa baisse pendant la première partie de la semaine, descendant, à Paris, jusqu'à 6,81 F, pour se redresser nettement les jours suivants et terminer, vendredi soir, à plus de 6,95 F. Le franc français, revigoré, au départ, par l'annonce, officiellement confirmée, d'un nouvel emprunt auprès de l'Arabie Saoudite (voir, ci-contre, l'article de Christopher Hughes), a été attaqué à la veille du week-end sur des rumeurs incontrôlées de réajustement monétaire.

Parti de 6,91 F et de 2,44 DM le vendredi 3 décembre, le dollar fléchissait à 6,85 et 2,42 DM lundi 6 décembre, puis à 6,81 F et 2,4050 DM mardi 7 décembre. Le mouvement de repli de la monnaie américaine, amorcé trois semaines auparavant, se poursuivait donc, ramenant les cours du « billet vert » aux niveaux pronostiqués dans ces colonnes (Le Monde daté 28-29 novembre 1982), à savoir 6,80 F et 2,40-2,45 DM.

Puis, comme il est logique dans ces grands mouvements, une réaction se produisit le mercredi et s'accroissait les jours suivants, pour hausser le dollar à près de 6,96 F et 2,45 DM. D'un côté, les taux remontaient légèrement aux Etats-Unis en l'absence d'une diminution du taux d'escompte fédéral (voir ci-dessus). De l'autre, de nombreux opérateurs, notamment commerciaux, se « couvraient » en rachetant des dollars, surtout à l'approche de l'échéance de fin de mois, de fin de trimestre, de semestre et, surtout, de fin d'année : nous entrons dans la période des « habillages de bilans » (Window Dressing), et il importe d'ajuster les positions. Il ne faut pas

oublier non plus, les échéances des 600 milliards de dollars d'euro-crédit à renouvellement semestriel (Roll-Over) : d'énormes quantités de dollars sont nécessaires à cette fin, sans oublier le paiement des intérêts, 10 % actuellement, soit environ 30 milliards de dollars pour la fin de l'année.

Si donc, la monnaie américaine reprend sa pente baissière, ce sera, probablement, après la fin de l'année. En Europe, la réunion des ministres des finances des Cinq près de Francfort a donné l'occasion aux milieux financiers internationaux de lancer à nouveau les rumeurs dont ils sont friands. A la veille des week-ends, les marchés boursiers de rumeurs en provenance de Suisse (on ne prête qu'aux riches) suivent les nouvelles d'Allemagne, jusqu'à l'annonce, aurait-elle été réévaluée à nouveau le mark.

Immédiatement, le franc se trouvait tout soit peu attaqué, le mark franchissant à nouveau son cours pivot de 2,8339 F et dépassant 2,8350 F, ce qui obligeait la Banque de France à intervenir sur les marchés européens et à New-York dans l'après-midi (heure d'Europe). Coût de l'opération : 100 millions de deutchemarks et 60 millions de dollars « visibles » à 13 h 30 à la séance d'octobre, et deux à trois fois autant, soit 300 à 400 millions de dollars et tout pendant la journée.

La semaine avait pourtant assez bien commencé pour le franc. Le vendredi précédent, les autorités monétaires avaient prévenu les opérateurs qu'afin de soutenir le franc belge, menacé de crever son plancher, elles allaient laisser monter le deutchemerk au-dessus de son cours pivot de 2,8339 F jusqu'à lors

« défendu » vigoureusement à coup de devises. Le lundi suivant, le franc belge remontait, et le deutchemerk revenait aux environs de 2,83 F, ce qui permettait à la Banque de France de ne plus guère intervenir.

En haut lieu, on se déclare prêt à tenir, grâce aux 6 à 8 milliards de dollars obtenus de l'étranger. Selon toutes vraisemblances, les pouvoirs publics ont décidé de freiner les emprunts effectués en devises étrangères par les sociétés nationales, et de tirer sur les lignes de crédits ouvertes ces temps-ci, notamment celle de 4 milliards de dollars, déjà totalement entamée. Cela explique qu'ils aient laissé les réserves officielles de devises tomber à la cote d'alerte (environ 10 milliards de francs hors FEOM), après 7 milliards de francs de sortie en trois semaines.

En fait, selon les commentateurs étrangers, le secours saoudien permet de tenir jusqu'au printemps après les élections municipales et les élections législatives ouest-allemandes : à raison de 1,5 milliard de franc de déficit hebdomadaire de la balance des paiements, la chose est faisable. Après... il faudra aviser, soit faire du protectionnisme, comme l'a-t-on entendu M. Mauroy, dimanche 5 décembre, au micro de R.T.L. - le monde soit obtenir une réévaluation du deutchemerk que tous les organismes de prévision européen jugent inflectible au printemps prochain.

L'Espagne a, comme on le présentait, dévalué sa peseta, de 8 %, le dollar passant de 117,45 à 127,66 pesetas, et le cours de la monnaie espagnole revenant, à Paris, de 5,9 centimes à un peu moins de 5,4 centimes.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 10 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
London	—	—	—	—	—	—	—	—
New-York	1,6146	—	14,5781	48,9192	48,7996	2,8708	37,1747	0,8701
Paris	1,6435	—	14,5243	48,7989	41,2967	2,8942	37,4321	0,8709
Zurich	11,2253	6,9590	—	333,97	283,76	14,4444	286,55	4,8887
Bruxelles	11,3125	6,8850	—	332,26	284,32	14,4188	287,72	4,8830
Frankfurt	3,3611	2,8525	29,428	—	84,9453	4,3230	77,6163	1,4614
Amsterdam	3,4061	2,9772	38,1023	—	85,5874	4,3483	77,5781	1,4608
Stockholm	3,9559	2,4510	35,2410	117,69	—	5,8903	91,1153	1,778
Oslo	3,9797	2,4215	35,1716	116,83	—	5,8713	90,4719	1,7713
Copenhague	71,7141	48,15	6,9320	32,1212	19,6489	17,8996	3,7378	—
Berne	78,4771	47,7580	6,9353	32,6398	19,7192	—	17,8738	3,7365
Bratislava	4,3416	2,8908	38,6772	128,17	105,75	5,5087	—	1,8877
Madrid	4,3966	2,8715	38,8018	128,98	110,33	5,5047	—	1,8846
Barcelone	229,95	1425	284,28	684,27	581,39	29,5930	529,74	—
Madrid	2317,33	1418	284,79	688,33	582,28	29,5287	527,79	—
Madrid	394,62	244,50	35,1555	117,48	99,7382	5,8778	90,8923	0,7715
Tokyo	404,30	246	35,7388	118,69	101,58	5,8158	92,8631	0,7744

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 10 décembre, 2,8445 F contre 2,7957 F le vendredi 3 décembre.

Les matières premières

Baisse du plomb et du sucre

Les incertitudes relatives à une poursuite de la baisse des taux d'intérêt, les fluctuations qui affectent certaines monnaies directrices, exercent une influence paralysante sur les marchés.

Mieux adapter l'offre à la demande - exemple du zinc en Europe - est l'objectif recherché par les producteurs de métaux, mais nombre de difficultés restent à surmonter pour y parvenir.

MÉTALUX. - Le cuivre a consolidé sa récente reprise au Metal Exchange de Londres. Les stocks britanniques de métal enregistré pendant une nouvelle augmentation, la neuvième consécutive, et atteignent 215 875 tonnes (+ 4 450 tonnes), leur niveau le plus élevé depuis juin 1979.

La baisse s'est accélérée sur les cours du plomb à Londres qui retrouvent leurs niveaux du mois d'août 1976. Depuis le commencement de l'année la baisse atteint près de 30 %. En conséquence du ralentissement de l'activité économique, l'utilisation mondiale de métal a diminué de plus de 5 %. Mais la perspective de pouvoir substituer en partie des matières plastiques au plomb dans les batteries destinées aux automobiles, principales consommations de métal, a affecté le marché de façon sensible.

Nouvelle régression des cours du zinc à Londres. Plusieurs facteurs ont joué en faveur de la baisse : réduction de 2 cents par livre du prix du métal par plusieurs producteurs américains, remise en activité d'une fonderie en Belgique. Les efforts des producteurs européens pour équilibrer le marché en réduisant leur production de 200 000 tonnes seront-ils couronnés de succès ?

Légère progression de l'étain à Londres sans le soutien des achats du directeur du stock régulateur. Les sept principaux pays producteurs envisagent de constituer un

cartel afin de défendre au mieux leurs intérêts.

Pour la première fois depuis plusieurs semaines, une reprise s'est produite sur les cours du nickel à Londres. Des rebais substantiels sont consentis par les producteurs. Mais le prix moyen de vente cette année sera inférieur à celui de 1981.

L'argent a épousé les fluctuations de l'or et poursuivi son avance à Londres. Il a rejoint, sous l'impulsion d'achats relativement importants pour le compte de l'U.R.S.S., ses cours les plus élevés depuis deux ans.

DENRÉES. - Repli des cours du sucre sur tous les marchés. La

production européenne est évaluée par une firme privée à 31,46 millions de tonnes en légère augmentation sur la précédente estimation. L'augmentation la plus sensible est enregistrée en Pologne (près de 20 %). En revanche, la production de l'U.R.S.S. chute de 3 %.

Les cours du cacao ont été soutenus. La confirmation par l'Organisation internationale des producteurs d'une firme privée britannique d'après laquelle la récolte mondiale de fèves serait défectueuse pour la première fois depuis ans, a eu peu d'impact sur le marché. Les stocks mondiaux sont en effet relativement abondants.

LES COURS DU 10 DÉCEMBRE 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant 907 (899,50) ; à trois mois, 923 (916) ; étain comptant, 7,495 (7,370) ; à trois mois, 7,485 (7,380) ; plomb, 263,50 (263) ; zinc, 406,50 (422,50) ; aluminium, 609,50 (599) ; nickel, 2,270 (2,005) ; argent (en pence par once troy), 648 (626). - New-York (en cent par livre) : cuivre (premier terme), 66,10 (66,20) ; argent (en dollars par once), 10,33 (10,42) ; platine (en dollars par once), 369,50 (372) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (51,17) ; manganèse (par bouteille de 76 lbs), inch. (365-385). - Pérou : étain (en ringgit par kilo), inch. (2,915).	DENRÉES. - New-York (en cents par lb : sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 1,400 (1,435) ; mars, 1,485 (1,515) ; sucre, mars, 7,02 (7,85) ; mai, 7,30 (8,10) ; café, décembre, 140 (134) ; maïs, 133,75 (133,60). - Londres (en livres par tonne) : sucre, janvier, 113 (120) ; mars, 114,50 (122,50) ; café, janvier, 1,760 (1,640) ; mars, 1,601 (1,518) ; cacao, décembre, 1,606 (1,604) ; mars, 1,017 (1,016). - Paris (en francs par quintal) : cacao, mars, 1,167 (1,175) ; mai, 1,190 (1,195) ; café, janvier, 1,960 (1,890) ; mars, 1,804 (1,735) ; sucre (en francs par quintal), mars, 1,570 (1,638) ; mai, 1,615 (1,674) ; sésame de soja - Chicago (en dollars par tonne), janvier, 175,50 (172,40) ; mars, 174,50 (172,60). - Pérou : étain (en livres par tonne), février, 142 (140,30) ; avril, 140,80 (139,20).
CAOUTCHOUC. - Londres (en nouveaux pence par kilo) : RSS (comptant), 51,30-51,90 (49,75-51). - Pérou : étain (en cents de Dólar par kilo) : 191,25-191,75 (188,25-188,75).	CÉRÉALES. - Chicago (en cents par bushel) : blé, décembre, 320 (323 3/4) ; mars, 337 1/4 (340 1/4) ; maïs, décembre, 235 (231 1/4) ; mars, 242 (237 1/4).
INDICES. - Moody's, 996,20 (994,20) ; Reuters, 1 576,80 (1 577,40).	

COURSE DE PARIS

Le marché des changes a été agité cette semaine. Le dollar a poursuivi sa baisse pendant la première partie de la semaine, descendant à Paris jusqu'à 6,81 F, pour se redresser nettement les jours suivants et terminer, vendredi soir, à plus de 6,95 F. Le franc français, revigoré, au départ, par l'annonce, officiellement confirmée, d'un nouvel emprunt auprès de l'Arabie Saoudite (voir, ci-contre, l'article de Christopher Hughes), a été attaqué à la veille du week-end sur des rumeurs incontrôlées de réajustement monétaire. Parti de 6,91 F et de 2,44 DM le vendredi 3 décembre, le dollar fléchissait à 6,85 et 2,42 DM lundi 6 décembre, puis à 6,81 F et 2,4050 DM mardi 7 décembre. Le mouvement de repli de la monnaie américaine, amorcé trois semaines auparavant, se poursuivait donc, ramenant les cours du « billet vert » aux niveaux pronostiqués dans ces colonnes (Le Monde daté 28-29 novembre 1982), à savoir 6,80 F et 2,40-2,45 DM. Puis, comme il est logique dans ces grands mouvements, une réaction se produisit le mercredi et s'accroissait les jours suivants, pour hausser le dollar à près de 6,96 F et 2,45 DM. D'un côté, les taux remontaient légèrement aux Etats-Unis en l'absence d'une diminution du taux d'escompte fédéral (voir ci-dessus). De l'autre, de nombreux opérateurs, notamment commerciaux, se « couvraient » en rachetant des dollars, surtout à l'approche de l'échéance de fin de mois, de fin de trimestre, de semestre et, surtout, de fin d'année : nous entrons dans la période des « habillages de bilans » (Window Dressing), et il importe d'ajuster les positions. Il ne faut pas oublier non plus, les échéances des 600 milliards de dollars d'euro-crédit à renouvellement semestriel (Roll-Over) : d'énormes quantités de dollars sont nécessaires à cette fin, sans oublier le paiement des intérêts, 10 % actuellement, soit environ 30 milliards de dollars pour la fin de l'année. Si donc, la monnaie américaine reprend sa pente baissière, ce sera, probablement, après la fin de l'année. En Europe, la réunion des ministres des finances des Cinq près de Francfort a donné l'occasion aux milieux financiers internationaux de lancer à nouveau les rumeurs dont ils sont friands. A la veille des week-ends, les marchés boursiers de rumeurs en provenance de Suisse (on ne prête qu'aux riches) suivent les nouvelles d'Allemagne, jusqu'à l'annonce, aurait-elle été réévaluée à nouveau le mark. Immédiatement, le franc se trouvait tout soit peu attaqué, le mark franchissant à nouveau son cours pivot de 2,8339 F et dépassant 2,8350 F, ce qui obligeait la Banque de France à intervenir sur les marchés européens et à New-York dans l'après-midi (heure d'Europe). Coût de l'opération : 100 millions de deutchemarks et 60 millions de dollars « visibles » à 13 h 30 à la séance d'octobre, et deux à trois fois autant, soit 300 à 400 millions de dollars et tout pendant la journée. La semaine avait pourtant assez bien commencé pour le franc. Le vendredi précédent, les autorités monétaires avaient prévenu les opérateurs qu'afin de soutenir le franc belge, menacé de crever son plancher, elles allaient laisser monter le deutchemerk au-dessus de son cours pivot de 2,8339 F jusqu'à lors « défendu » vigoureusement à coup de devises. Le lundi suivant, le franc belge remontait, et le deutchemerk revenait aux environs de 2,83 F, ce qui permettait à la Banque de France de ne plus guère intervenir. En haut lieu, on se déclare prêt à tenir, grâce aux 6 à 8 milliards de dollars obtenus de l'étranger. Selon toutes vraisemblances, les pouvoirs publics ont décidé de freiner les emprunts effectués en devises étrangères par les sociétés nationales, et de tirer sur les lignes de crédits ouvertes ces temps-ci, notamment celle de 4 milliards de dollars, déjà totalement entamée. Cela explique qu'ils aient laissé les réserves officielles de devises tomber à la cote d'alerte (environ 10 milliards de francs hors FEOM), après 7 milliards de francs de sortie en trois semaines. En fait, selon les commentateurs étrangers, le secours saoudien permet de tenir jusqu'au printemps après les élections municipales et les élections législatives ouest-allemandes : à raison de 1,5 milliard de franc de déficit hebdomadaire de la balance des paiements, la chose est faisable. Après... il faudra aviser, soit faire du protectionnisme, comme l'a-t-on entendu M. Mauroy, dimanche 5 décembre, au micro de R.T.L. - le monde soit obtenir une réévaluation du deutchemerk que tous les organismes de prévision européen jugent inflectible au printemps prochain. L'Espagne a, comme on le présentait, dévalué sa peseta, de 8 %, le dollar passant de 117,45 à 127,66 pesetas, et le cours de la monnaie espagnole revenant, à Paris, de 5,9 centimes à un peu moins de 5,4 centimes. FRANÇOIS RENARD.

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

LORSQUE la bourse s'interroge, c'est mauvais signe, et les familles du palais Brongniart, dont la ténacité n'est pas la vertu première en ce moment, ont dû faire de prendre un air absent en laissant filer le marché sous prétexte de ne pas savoir à quel le raccrocher, dans ces cas-là.

Tel est bien le scénario que l'on a joué cette semaine rue Vivienne, où les cours des actions françaises ont chuté de près de 3 % à l'issue de quatre séances de baisse consécutive, un mouvement que n'ont pu enrayer les ordres d'achats des « monoristes ».

Pour respecter les traditions, les cotations ont bien été retardées de dix à quinze minutes chaque jour afin de permettre aux commis de dépouiller les fiches de la clientèle privée, mais l'accumulation des ordres constatés sur le marché au comptant n'a eu aucun effet d'entraînement sur les valeurs du terme. Qui plus est, les spécialistes qui prétendent avoir le coup d'oeil assuré avec conviction que le « cru » 1982 n'a certainement pas le bouquet des récoltes précédentes.

Si le public a effectivement boudé les « Sicav Monory », ainsi que l'attestent les statistiques de cette vénérable institution qu'est la Commission des opérations de Bourse (1), les souscriptions ont repris à un rythme plus normal depuis le début de l'automne. Le mois de décembre reste la période-clé pour ces souscriptions, et il représente, à lui seul, la moitié du total des achats constatés au cours d'une année. Or il semble bien, d'après un récent tour

Le poids des interrogations

d'horizon entrepris dans les principaux établissements d'épargne collective, que les guichetiers aient présentement engraissé 75 % à 85 % des sommes tombées dans l'escarcelle en 1981 (5,83 milliards de francs dont 2,35 milliards pour le seul mois de décembre).

Le bilan sera donc nettement moins négatif que ne le craignaient les gestionnaires de portefeuille il y a quelques semaines, mais, à l'évidence, une partie de la clientèle continue encore à tourner sept fois la langue dans sa bouche avant de passer un ordre d'achat, en estimant qu'elle ne dispose pas encore de tous les éléments d'appréciation pour savoir s'il lui faut ou non reconduire avant le 31 décembre et au-delà son intention d'épargner.

Elle n'est pas la seule d'ailleurs, et, dans les offices des investisseurs institutionnels, on a longtemps dansé d'un pied sur l'autre en se demandant si la Rue de Rivoli allait ou non permettre aux gestionnaires de Sicav, comme par le passé, de disposer d'un bon trimestre (jusqu'au 31 mars de chaque année) pour réinvestir selon leur bon vouloir les liquidités recueillies en Bourse au mois de décembre précédent.

« Mais comment donc... », affirmait-on au Trésor, estimant qu'il s'agissait là d'un « simple

Semaine du 6 au 10 décembre 1982

oubli », et que les « gendarmes » qui encadrent le marché n'avaient nul besoin de déposer leur baudrier à la corbeille pour obtenir satisfaction. En effet, une missive en ce sens avait été adressée à M. Fabius de l'autre côté de la cour pavée du Louvre, et un amendement allait prestement être annexé au projet de loi de finances 1983 pour rétablir, une fois encore, cette règle.

Dont acte, disait-on sous les lambris en milieu de semaine, tout en restant bien décidé à ne pas bouger le petit doigt en attendant s'en savoir un peu plus sur ce « mécanisme à caractère exceptionnel » évoqué par M. Delors à la tribune de l'Assemblée nationale et destiné à alléger les charges financières des entreprises. Dans un premier temps, pour marquer leur volonté d'« abaisser le coût de certaines ressources », les pouvoirs publics n'ont pas permis au foyer de l'argent de redresser la tête au-delà de 12 3/4 % en fin de semaine, mais, en Bourse, on se montre plus gourmand. Puisqu'il s'agit sans doute d'écarter la charge des intérêts comme le président de la République en avait, le premier, évoqué l'idée dans son fameux « discours de Figeac », une bonification des taux d'intérêt de 1 % à 2 % serait la bienvenue. explique-t-on malicieusement. Surtout à quelques semaines des élections municipales.

SERGE MARTI.

(1) Le Monde du 11 décembre : « Les sicav en 1982 ».

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

En recul

Plus sensible à l'environnement économique qu'aux forces internes du marché, Wall Street a progressivement perdu le terrain gagné en début de semaine et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé la semaine au niveau de 1 018,76 contre 1 031,36 le vendredi précédent.

Au cours des premières séances, le marché new-yorkais avait pourtant enregistré de belles performances sur ses valeurs de premier plan, telle l'I.B.M. qui a largement supplanté, cette semaine, ses cours records de 1973. Mais l'enthousiasme des investisseurs s'est dissipé à partir de mercredi, lorsque Warner Communications a annoncé que ses bénéfices seraient fortement pénalisés par la mise en vente de ses jeux vidéo, un secteur qui connaît pourtant une grande expansion en ce moment aux États-Unis.

	Cours 3 déc.	Cours 10 déc.
Alcoa	28 3/8	29 1/2
A.T.T.	60	60 1/8
Boeing	32 5/8	32 1/4
Chase Man. Bank	51 7/8	51 3/4
Du Pont de Nem.	37 1/2	36 3/4
Eastman Kodak	92 1/2	90 7/8
Exxon	27 7/8	29 3/8
Ford	33 3/8	33 3/8
General Electric	91 5/8	93 1/2
General Foods	44 1/4	41 7/8
General Motors	57 1/2	58 5/8
Goodyear	34	32 1/4
I.B.M.	58 3/8	62 1/8
I.T.T.	31 7/8	29 3/4
Mobil Oil	24	26 1/2
Pfizer	73 1/4	73 3/8
Schlumberger	36 3/8	44
Texaco	39 3/4	31
U.A.L. Inc.	32 7/8	28 5/8
Union Carbide	53 1/4	50
U.S. Steel	18 3/4	19 1/8
Wearhouse	38 7/8	37 3/8
Xerox Corp.	38 5/8	36 3/4

LONDRES

Irregular

Partagé entre l'évolution des taux d'intérêt britanniques et la faiblesse de la livre sterling sur l'ensemble des marchés des changes, le London Stock Exchange a fait montre d'irrégularité tout au long de la semaine.

Seules les pétrolières ont fait preuve d'une certaine fermeté dans l'attente de la prochaine réunion des ministres des pays de l'OPEP et la célèbre maison Sotheby a bénéficié des rumeurs d'OPA, qui la viseraient.

Indice « F.T. » : industrielles : 585,6 contre 606,8 ; mines d'or : 494,1 contre 474,2 ; fonds d'Etat : 78,56 contre 80,63.

	Cours 3 déc.	Cours 10 déc.
Beecham	368	343
Bowater	159	153
Brit. Petroleum	312	314
Charter	223	210
Courtauld	75	73
De Beers (*)	5,80	5,55
Dunlop	45	41
Free State Geduld	40 3/8	39 7/8
Glass	13,90	12,73
Gr. Univ. Stores	608	586
Imp. Chemical	356	342
Shell	414	416
Unilever	708	705
Vickers	85	80
Warren	33 1/2	32 1/8

(*) En dollars

TOKYO

Forte baisse

Malgré plusieurs tentatives, le marché n'a pu maintenir les niveaux records atteints en début de semaine et le cours du yen a particulièrement affecté les valeurs du matériel électrique, les automobiles, les instruments de précision, la construction navale et le bâtiment.

Vendredi, l'indice Nikkei Dow Jones qui avait gagné 92,64 points la semaine précédente, accusait une baisse de 139,51 points pour s'établir à 7.852,06 alors qu'il avait atteint 8.020,53 lundi puis 8.026,99 le lendemain. De son côté, l'indice général a perdu 7,52 points, pour regagner à 577,59.

	Cours 3 déc.	Cours 10 déc.
Akai	270	276
Bridgeport	474	490
Canon	1 220	1 170
Fuji Bank	504	507
Honda Motors	980	971
Mitsubishi Electric	1 380	1 380
Mitsubishi Heavy	227	218
Sony Corp.	4 010	4 000
Toyota Motors	998	1 000

FRANCFORT

Toujours plus haut

Tout au long de la semaine, les valeurs allemandes ont évolué de record en record, ainsi que l'atteste l'indice de la Commerzbank qui s'est établi vendredi à 755,40 contre 744,40 huit jours plus tôt.

Le marché est resté (savourablement) impressionné par la décision du conseil central de la Bundesbank d'abaisser d'un point son taux des avances sur titres pour les ramener respectivement à 5 % et 6 %.

Les automobiles se sont particulièrement bien comportées, de même que les bancaires.

	Cours 3 déc.	Cours 10 déc.
A.E.G.	29 20	29 50
B.A.S.F.	12 30	116
Boyer	108 30	113
Commerzbank	134	134 50
Deutschebank	272 80	276 50
Hoechst	110 20	112 40
Karstadt	202	203
Mannesmann	134	133
Siemens	255 90	256
Volkswagen	135	142 10

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

	10 déc.	Diff.
4 1/2 % 1973	1 820	- 44
7 % 1975	8 650	- 30
10 3/8 % 1975	86,60	+ 0,40
P.M.E. 10 1/2 % 1976	85,40	+ 0,90
8 1/2 % 1977	102,05	+ 0,95
10 % 1978	83,70	+ 0,50
9 8/10 % 1978	82,80	+ 0,55
8 1/2 % 1978	83,50	+ 0,10
9 % 1979	80	+ 0,80
10 1/2 % 1979	85	+ 0,40
12 % 1980	93,60	+ 0,45
13 1/8 % 1980	96,30	+ 0,50
16 1/2 % 1981	105,30	+ 0,65
16 1/2 % 1982	102,70	+ 0,90
16 1/2 % 1982	102,50	+ 1
15 1/2 % 1982	101,50	+ 0,69
C.N.E. 2 %	3 815	- 15
C.N.B. bq. 5 000 F.	97,10	- 1
C.N.B. Paribas	97,06	- 0,94
5 000 F.	97,10	- 0,94
C.N.B. Sucr. 5 000 F.	97,10	- 0,94
C.N.B. 5 000 F.	97,10	- 1,25

Pétroles

Anrep va distribuer un acompte net sur dividende de 12 F par action (contre 11 F en 1981).

Pour l'exercice entier, le bénéfice net consolidé est évalué à 74,68 millions de F contre 75,72 millions.

	10 déc.	Diff.
Elf-Aquitaine	104,10	- 4,40
Elf	163,50	- 8
Esso	380	- 19
Francep	380	- 19
Pétroles Français	112,10	- 5,90
Pétroles S.P.	36,10	- 0,40
Primagas	240	+ 5
Raffinage	73,20	- 4,60
Sogehap	289	inch.
Exxon (1)	235,10	- 1,10
Exxon (2)	780	- 14
Royal Dutch	281,50	+ 1,50

(1) Compte tenu d'un coupon de 4,40 F.

Métallurgie

construction mécanique

Cycles Peugeot a revendu au groupe britannique Ratcliff sa division « kayaks éleveurs » avec son usine de Dijon. L'opération a été soumise à l'approbation des pouvoirs publics. En cas d'accord, Ratcliff créerait une filiale française chargée, avec l'équipe de direction actuelle, de poursuivre la fabrication de ces produits et de les commercialiser sous la marque Peugeot. Ultérieurement, la firme britannique développerait sa propre gamme de kayaks dans la capitale de la Bourgogne. Elle s'est engagée à maintenir l'emploi.

Le président de CIMT-Lorraine s'attend pour 1982 à un déficit d'une trentaine de millions, soit la perte enregistrée au 30 juin dernier. Les comptes du second semestre seront équilibrés. Ils devraient l'être en 1983.

	10 déc.	Diff.
Alpe	57,10	+ 0,10
Anrep	840	- 40
Avions Dassault-B.	425	- 25
Chiers-Châtillon	11,75	+ 0,10
Cresson-Louis	54,50	- 0,40
De Dietrich	315	inch.
FACOM	594	- 12
Fives-Lille	143	+ 0,40
Fonderie (Général)	22	- 4,50
Marine-Wendel (1)	46,70	- 1,30
Métal Normandie	8,40	+ 0,30
Penhoët	328,50	- 6
Peugeot S.A.	122	+ 0,50
Pochin	78,50	+ 0,50
Poussier	13,30	- 1,20
Sagim	1 018	- 43
Sautin	15,60	- 1,40
Sautin-Duval	25	- 1,40
Vallo	1,53	- 0,09
Valloir	205	- 16
Valloir	97	- 5

(1) Compte tenu d'un coupon de 3,80 F.

Mines, caoutchouc, outre-mer

Géophysique (1) ... 865 + 35
Indal ... 40,90 + 5,10
Michelin ... 691 - 52
M.M. Penroyer ... 48,20 - 1,80
Charter ... 28,40 - 1,50
INCO ... 76,10 - 2,90
R.T.Z. ... 61,95 + 0,55
Z.C.I. ... 2,19 + 0,14

(1) Compte tenu d'un coupon de 18 F.

Produits chimiques

La Société d'oxygène et d'acétylène d'Extrême-Orient va porter son capital de 17,51 à 19,46 millions de F, par émission de 200 F d'une action nouvelle pour neuf détenues.

	10 déc.	Diff.
Beghin-Say	210	- 1,20
Bongran	1 025	- 17
B.S.N. G-Danone	1 495	- 20
Carrefour	1 325	- 25
Casino	1 658	- 35
Céda	998	inch.
Eurostarché	964	+ 14
Gecem et Gac. (1)	345	+ 5,10
Leclerc	840	+ 6
Martell	775	- 35
Moët-Hennessy	803	- 26
Mumm	337	- 3
Océanale (Gale)	401,80	- 8,20
Olds-Carb	146,80	+ 2,90
Permot-Rizant	367	- 10
Premodis	1 036	- 64
Sources Pernier	280	- 8
St-Louis-Bonchon	163	- 1,50
C.S. Saupiquet	249	- 1
Veau Clignot	1 226	+ 12
Vimpry	850	- 5
Nestlé	15070	+ 20

(1) Compte tenu d'un coupon de 19,40 F.

Valeurs diverses

Pour le premier semestre de son exercice qui s'achèvera le 31 mars 1983, Waterman a dégagé un bénéfice de 7,33 millions de F contre 1,03 million F un an auparavant.

	10 déc.	Diff.
Agasse Havas	399	- 7
A.D.G.	155	- 2
L'Air Liquide	421	- 28
Arjomari	128	inch.
Bis	426	- 13
Bis	172,50	+ 5,50
Club Méditerranée	516	- 16
Estoril	735	- 30
Europe 1	605	- 24
Gie Ind. Parc	183	- 3
Hachette	670	- 40
J. Boré Int.	147	+ 3
Oréal (L)	971	- 44
Navigation Mixte	136	- 3
Nor	45,60	- 1,90
Praxair de France	760	+ 3
Skis Romigol	675	+ 3
Sandof	238,20	- 5,98
U.T.A.	180	+ 1

(1) Compte tenu d'un coupon de 4,40 F.

Bâtiment, travaux publics

Le groupe SCRECO vient, dans le cadre d'une opération de joint venture, d'enlever un contrat de 200 millions de francs pour la construction de deux mille trois cents logements à Hongkong.

	10 déc.	Diff.
Axell d'Entreprises	901	- 48
Bouygues	783	- 65
Ciment Français	147	+ 2,50
Dumez	1 144	- 26
J. Lafarge	46	- 2
Général d'Entreprise	283	- 12
G.T.M.	377,40	- 8,10
Lafarge	240	- 10
Maisons Pétiat	358	- 15
Peller et Chausson	399	- 10
SCRECO	110	- 2

Mines d'or, diamants

Driefontein annonce un dividende trimestriel de 105 cents pour le troisième trimestre contre 100 cents un an auparavant.

	10 déc.	Diff.
Angold	807	+ 15
Anglo-American	120	- 1,30
Bufffontein	405	- 11,50
Driefontein	242,50	+ 0,50
Free State (1)	345	+ 0,60
Goldfields	62,60	- 0,50
Gencor	167	- 4,70
Harmony	151,50	+ 3,50
Président Brand (2)	364,50	+ 13,90
Randfontein	860	- 8
Scinto-Helms	338	- 29
Western Deep	399	- 10
Western Gold (2)	378,50	+ 3

(1) Compte tenu d'un coupon de 7,60 F.

(2) Compte tenu d'un coupon de 11,40 F.

(3) Compte tenu d'un coupon de 14,30 F.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

	Nbre de titres	Val en esp. (F)
Schlumberger	152 325	56 578 249
Moët-Hennessy	38 480	48 532 825
Harmony (1)	155 000	24 773 080
East Land (1)	135 600	22 972 330
4 1/2 % 1973	10 100	20 617 550

(1) Quatre séances seulement.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 3 déc.	Cours 10 déc.
Or fin (à la barre)	88 300	88 000
Or fin (en lingot)	88 000	87 500
Pièces françaises (20 fr.)	656	659
Pièces françaises (10 fr.)	435	440
Pièces suisses (20 fr.)	621	636
Pièces suisses (10 fr.)	320	326
Pièces suisses (5 fr.)	160	163
Souverain	785	787
Souverain égyptien	780	780
50 francs suisses	326	326
Pièces de 20 dollars	3 326	3 380
10 dollars	1 663	1 622
5 dollars	831	811
50 pesetas	3 800	3 820

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. **DIPLOMATIE** - Les réunions atlantiques de Bruxelles. La cérémonie de remise des prix Nobel.
3. **EUROPE** - La visite de M. Tikhonov en Finlande. Le président Reagan est prêt à répondre à des mesures de libéralisation en Pologne.
4. **AMÉRIQUES** - **PROCHE-ORIENT** - L'Assemblée d'experts religieux qui pourrait être appelée à désigner le successeur de l'imam Khomeiny a été élue.
5. **AFRIQUE** - **KENYA** : le shilling est dévalué pour la troisième fois en deux ans.
6. **ASIE** - **LIBRE OPINION** : « L'attente des réfugiés en Thaïlande », par Yves Brasseur.

POLITIQUE

5. La visite de M. Mauroy à la Réunion. L'examen du budget au Sénat.
- La préparation des élections municipales.
- Le troisième congrès de la Nouvelle Action royaliste.

SOCIÉTÉ

6. La rembursement de l'IV.G. à l'Assemblée nationale : « Un acte de justice sociale » déclare M. Roudy.
7. **MÉDECINE** : un traitement générique a été expérimenté avec succès sur des malades atteints de maladies sanguines héréditaires.
8. **JUSTICE** : le procès des goliards du baron Empain.

CULTURE

9. **FORMES** : d'un continent à l'autre.
- MUSIQUE** : une nouvelle « bataille d'Emant ».
11. **RADIO-TÉLÉVISION** : - VU : privatisation.

ÉCONOMIE

12. **SOCIAL** : le délai du dépôt des contrats de solidarité sera reporté au 15 décembre.
13. **MONNAIES** : une importante augmentation des ressources du Fonds monétaire apparaît certaine.
14. **CÉLÉBRATIONS** : CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.
15. **LA SEMAINE FINANCIÈRE**.

RADIO-TÉLÉVISION (11)
INFORMATIONS
 - SERVICES (8):
 Météorologie : Mois croisés - Journal officiel - Carnet (8) : Programmes spectacles (10).

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

EXPOSITION ET VENTE
CAPÉLOU
 DISTRIBUTEUR
 37 Av. de la République - PARIS 11
 Métro Parmentier - Parking assuré
 Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE TRES RAPIDE
 DANS TOUTE LA FRANCE

VOTRE ORDINATEUR POUR NOËL

Pour quel faire? Lequel choisir?

LISEZ
FORUM
 15 FF chez votre marchand de journaux

LA SITUATION DANS L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE

La C.G.T. demande la création d'une commission de contrôle de la production à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois

L'atmosphère semble sur le point de se dégrader chez Citroën. Confrontés avec les exécutifs d'une puissante direction-C.G.T. - largement amplifiée par certains journaux - qui l'avaient précédé, le premier comité d'établissement de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, depuis que la C.G.T. est devenue majoritaire, s'est déroulé apparemment sans incident. Le nouveau directeur de l'établissement M. Philippe Roussel, n'a pas, selon les délégués présents au C.E., menacé de fermer l'usine comme des porte-paroles de la direction de Citroën l'avaient laissé entendre la veille à la presse. Au contraire, il aurait déclaré : « Je ne viens pas ici pour fermer l'établissement, mais pour qu'il tourne ».

Il a néanmoins détaillé les problèmes qui entravent quotidiennement la production. Sans nier ces difficultés, ni même l'existence parfois de véritables actes de sabotage - on aurait trouvé par exemple des bouteilles de papier d'aluminium dans les gaines de chauffage des véhicules. Les délégués C.G.T. ont assuré qu'ils n'en étaient pas responsables et souhaitaient que la lumière soit faite. Ils ont donc demandé la création d'une commission de contrôle de la production, chargée d'enquêter sur les causes des retards ou des défauts de production, lesquels selon la direction ont réduit la fabrication de 830 à 750 véhicules par jour et porté le taux des retouches à 80 % du total. La direction n'aurait pas repoussé cette idée, sous réserve que la composition et le rôle d'une telle commission soit précisés.

HAUSSE DES VENTES MAIS AGGRAVATION DU DÉFICIT CHEZ RENAULT

Le groupe Renault a accru son chiffre d'affaires de 14,2 % au cours du premier semestre 1982, avec des ventes s'élevant à 50,39 milliards de francs. Mais il accuse un déficit qui devrait être compris entre 900 millions et un milliard de francs, a annoncé vendredi 10 décembre, la direction de l'entreprise qui publie ainsi pour la première fois des résultats semestriels. L'objectif de cette information serait, dit-on, de rassurer et de limiter les effets déstabilisateurs des rumeurs sur l'espérance de la fin de l'année. Il reste qu'avec un résultat négatif de près d'un milliard de francs pour six mois, alors qu'en 1981 le déficit global atteignait 675 millions de francs, la santé du groupe n'est guère florissante.

Celui-ci a réalisé 72 % de son chiffre d'affaires dans le secteur automobile (40 % du marché français et de 14 % du marché européen) où ses ventes ont progressé de 14,3 %. C'est précisément de ce secteur que viennent, selon le communiqué de Renault, les difficultés de l'entreprise.

Des investissements coûteux dus à des opérations de démantèlement et de montage en cascade n'ont pu être compensés sur le marché français, du fait du blocage des prix. (Sur l'ensemble de l'année, les prix des voitures Renault n'ont augmenté que de 7,7 %). Les taux d'intérêt élevés provoquent un alourdissement de l'endettement. Le conflit social de l'usine de Flins a fait perdre 30 000 véhicules. Renault évoque encore le poids des nouvelles charges sociales. Le groupe nationalisé a cependant accru de 30,1 % ses investissements (dont 60 % en France).

Grève des dockers. - La Fédération des ports et docks C.G.T. annonce que les dockers observeront un arrêt de travail de vingt-quatre heures les 11 et 16 décembre pour appuyer leurs revendications salariales. La Fédération déplore, en outre, le silence observé par le ministre de la mer dans le conflit qui oppose les dockers aux entreprises de manutention. On apprend, d'autre part, qu'un accord a été conclu à Rouen au terme duquel les dockers de ce port pourront travailler désormais en cas de besoin vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Suppressions d'emplois chez Bidermann. - La fédération C.F.D.T. de l'habillement, des cuirs et du textile (HACUITEX) proteste contre la décision du groupe Bidermann de licencier cent dix-huit salariés et de céder deux unités de production.

L'Espagne et la Grande-Bretagne ont décidé d'ouvrir des consultations bilatérales sur l'avenir de Gibraltar, a annoncé le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Moran, après son entretien avec le secrétaire au Foreign Office M. Pym, en marge du Conseil de l'Atlantique nord vendredi 10 décembre à Bruxelles. M. Moran et son homologue britannique sont convenus de se revoir à une date et en un lieu non précisés pour appliquer l'accord de Lisbonne, conclu entre les deux parties.

En outre, la direction n'aurait pas repoussé les demandes de la C.G.T. concernant les commissions préparatoires au comité d'entreprise, se contentant de demander qu'un représentant de la direction y participe, proposition que la C.G.T. n'a pas non plus repoussée « a priori ». Après les élections professionnelles et l'agitation sociale qui les a accompagnées, « il faudra un retour au calme », nous a déclaré ce samedi 11 décembre un délégué C.G.T. de l'usine d'Aulnay : « Il faudra aussi que la direction négocie sur certains points ».

« J'observe que le comité d'entreprise s'est déroulé avec sérieux », aurait déclaré la veille à France-Soir la direction de l'usine. « Nous sommes décidés à jouer la carte de l'ouverture ».

Retour au calme...

Il semble donc clair que la C.G.T. comme la direction de l'usine sont prêtes à négocier le retour à une certaine normalisation des rapports sociaux. Dès lors, on comprend mal les exécutifs qui ont entouré la tenue de ce premier C.E. Indéniablement, la direction a tenté de dramatiser la situation en soulignant auprès de la presse la gravité des problèmes de production et en laissant entendre qu'elle pourrait être conduite à fermer l'usine si rien ne s'améliorait - un porte-parole nous a déclaré vendredi 10 décembre : « Si rien ne change, on pourrait être amené à prendre des mesures type fermeture ». Citroën tentait-elle, comme l'a assuré M. Sarjoun, secrétaire général de la fédération C.G.T. des tra-

vailleurs de la métallurgie, de « masquer la gravité des conséquences des choix de gestion qu'elle a définis (...) et d'éviter au travers d'une campagne calomnieuse, d'avoir à rendre des comptes sur sa gestion et d'obtenir ainsi des fonds publics sans contrepartie ». Le dirigeant cégétiste va sans doute un peu loin. Les problèmes de fabrication que rencontre la firme depuis le printemps ont indéniablement pesé sur les résultats de Citroën. Il est vrai que ce ne sont pas les seuls.

Le lancement prématuré de la nouvelle BX, alors que le rythme de fabrication n'avait pas encore atteint un niveau satisfaisant, a, entre autres, beaucoup compté. La direction du groupe précise qu'au total « le coût de la quarantaine heures et des cinq semaines de congés payés, du blocage des prix des voitures, des arrêts de travail des usines de la Région parisienne au mois dernier et du mauvais fonctionnement de l'usine d'Aulnay depuis juin dernier » a atteint 1 milliard de francs de charges supplémentaires, ce qui ne veut pas dire que Citroën enregistrera en 1982 un déficit du même montant.

Il semble, en fait, que la direction ait souhaité à l'occasion de la tenue de ce nouveau comité d'établissement, tester les intentions du syndicat démo-majoritaire à Aulnay. Dès lors que les élections étaient gagnées, la C.G.T. allait-elle ou non prolonger l'activisme dont elle avait fait preuve les derniers mois, où au contraire prôner le retour au calme ? La réponse dans un premier temps de moins semble claire.

VÉRONIQUE MAURUS.

EN ATTENDANT UN PLAN TRIENNAL DE DÉVELOPPEMENT

Le groupe Boussac-Saint Frères investirait 377 millions de francs en 1983

Le conseil d'administration de la compagnie Boussac-Saint Frères (B.S.F.), qui devrait se réunir à la mi-janvier, sera saisi pour approbation d'un plan triennal de développement de la firme. Le document devrait préciser notamment le montant des investissements qui seront engagés jusqu'à la fin de 1985. Ce sera, assure-t-on dans l'entourage de M. René Mayer, le P-D.G. du groupe, le premier plan siné établi, le moins donc autour de la connaissance des représentants des salariés de l'entreprise.

Ce plan tarde d'être arrêté, pour des raisons techniques d'abord, les propositions de plusieurs branches de l'entreprise n'étant pas assez clairement définies. En fait, ce sont moins les options industrielles ou les débouchés commerciaux qui posent question que les problèmes de surcroît de main-d'œuvre. Il semble bien que des suppressions de postes de travail devront être de nouveau décidées et l'on cherche à mettre au point des formules qui en limitent l'importance. Ainsi on étudie la possibilité d'un contrat de solidarité dont l'axe serait une diminution des horaires du personnel (travail à temps partiel) sans perte totale de salaire.

Déjà, depuis dix-huit mois, 2 300 salariés de B.S.F. ont été débanchés, 1 700 jusqu'en juillet dernier et 500 autres ont depuis quitté leur emploi ou sont en passe de le faire. Actuellement l'ensemble des filiales du

groupe a un effectif total de 18 000 personnes environ.

Bien évidemment, pour limiter le plus possible les suppressions de postes, les responsables du groupe recherchent des activités nouvelles sur la nature desquelles ils restent discrets, mais qui seraient proches des activités industrielles de Boussac.

En attendant la mise au point de ce plan triennal, les administrateurs de B.S.F., qui étaient réunis le vendredi 10 décembre, ont approuvé un projet de budget pour l'an prochain. Pour cet exercice financier, le groupe envisagerait 377 millions de francs d'investissements, dont notamment 65 millions de francs provenant de prêts participatifs accordés en 1981 mais non encore versés ; 60 millions de francs sont des prêts du F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) pour 1982, que le groupe n'a pas encore utilisés ; 60 millions de francs ont été décaissés par des émissions d'actifs industriels. Enfin, la firme espère économiser plus de 50 millions de francs grâce à des allègements de charges sociales qu'elle obtiendrait après avoir signé avec les pouvoirs publics des contrats - emplois investissements - . Il semble cependant que plus de 100 millions de francs d'investissements pour 1983 ne soient pas encore fincés.

Le projet aurait été établi en tenant compte d'un taux de croissance de 20 % en francs courants (11 % en volume). - A. T.

DANS LE SUD-OUEST

Deux hypothèses pour expliquer le meurtre d'un militant antinucléaire

Le corps du noyé retrouvé à La Réole (Gironde) était celui du militant antinucléaire Claude-Henri Mathais, trente-quatre ans, disparu depuis le 11 décembre (le Monde du 11 novembre). Les résultats de l'autopsie n'ont pas été officiellement communiqués mais ne paraissent laisser aucun doute sur les causes violentes de sa mort : il a été roué de coups avant son immersion dans la Garonne.

Les enquêteurs, nous indique notre correspondant à Bordeaux, paraissent devoir s'orienter vers deux hypothèses. Claude-Henri Mathais, l'un des animateurs de la Coordination antinucléaire, qui s'oppose notamment à la construction de la centrale nucléaire de Golfech, pourrait avoir été victime d'une manœuvre d'intimidation qui aurait mal tourné. Ses amis rappellent qu'à Golfech même, à la fin de 1981, lors des manifestations d'antinuclears, des groupes d'ouvriers travaillant pour le chantier de la centrale avaient appuyé des charges des forces de l'ordre.

Un autre animateur de la Coordination antinucléaire avait, en décembre 1981 affirmé avoir été enlevé par quatre hommes. Il avait été relâché dans des marais de la banlieue bordelaise après avoir subi, avait-il affirmé, des manœuvres d'intimidation.

Seconde hypothèse des enquêteurs : une affaire de meurtre. Claude-Henri Mathais était homosexuel. Cela lui avait notamment valu, au début de 1980, d'être dévalisé, sous la menace d'un couteau, par deux voyous qui avaient fait semblant de céder à ses avances. L'affaire avait été jugée, nous indique notre correspondant à Agen, le 11 juin 1980 par le tribunal correctionnel. Claude-Henri Mathais, qui avait retiré sa plainte, avait demandé l'indulgence du tribunal pour ses agresseurs. Ces derniers avaient cependant été condamnés à un an de prison dont plusieurs mois en sursis.

Le numéro du « Monde » daté 11 décembre 1982 a été tiré à 501 317 exemplaires.

La violence en Corse

- L'assemblée régionale demande au gouvernement « d'assurer l'ordre public »
- Un immigré tué et un gendarme blessé

L'Assemblée de Corse a débattu, vendredi 10 décembre, de la violence dans l'île. Elle a adopté un texte demandant au gouvernement « d'assurer l'ordre public ». Quelques heures après ce vote, un gendarme mobile était gravement blessé par des inconnus à Ajaccio, et l'on apprenait qu'un travailleur immigré avait été victime trois jours auparavant d'un meurtre pour l'instant inexpliqué.

Un attentat a été commis dans la nuit du 10 au 11 décembre, contre un gendarme mobile, près d'Ajaccio (Corse-du-Sud). Alors que M. René Jossand, vingt-cinq ans, était de faction devant la centrale thermique du Vazzio, des coups de feu ont été tirés sur lui à partir d'une voiture, à 3 heures du matin. Une balle a atteint le gendarme à la cuisse droite, selon les premières informations.

M. Jossand fait partie d'un escadron basé en principe à Lyon. En fin de matinée, l'attentat n'était toujours pas revendiqué.

D'autre part, un travailleur marocain de vingt-neuf ans, M. Etahari,

Mohamed, a été tué dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 décembre, à Antisanti (Haute-Corse), nous indique notre correspondant, par deux hommes armés et masqués, qui ont fait feu dans sa direction, l'attaquant à la poitrine et au cœur. Le père de la victime, qui se trouvait à l'intérieur d'un bureau d'exploitation agricole où il travaillait avec son fils, a été assommé à coups de crosse par les deux meurtriers alors qu'il se précipitait à l'extérieur pour secourir son fils. L'enquête n'a, pour le moment, pas permis de connaître les mobiles du crime ni d'arrêter des suspects.

Quatre motions adoptées

dans le respect de l'identité corse d'assurer l'ordre public ».

La motion de la majorité régionale (M.R.G., P.S., P.C.) a recueilli 22 voix. Elle affirme sa « confiance au gouvernement qui a la responsabilité de maintenir l'ordre public pour prendre les mesures qui s'imposent afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens » et demande « au peuple corse et à sa femme en qui elle a toute confiance de s'engager avec détermination sur le chemin nouveau, et fécond de la démocratie ».

D'autre part, une résolution déposée par l'Union du peuple corse (U.P.C.) et M. Charles Santoni (dissident socialiste exclu du P.S.), affirmant que « le vrai remède susceptible de déraciner la violence réside dans la suppression de ses causes par un défilé démocratique amplifié postulant l'abandon total des lamentables mœurs claniques et par la mise en œuvre d'un développement culturel, économique et social au profit du peuple », a recueilli 5 voix.

Enfin, M. Dominique Alfonsi (Parti du peuple corse - P.P.C.) a proposé un programme de défense de la langue et de l'emploi pour les Corses, l'élaboration d'un statut fiscal particulier et la création d'un « office du retour ». Son programme n'a recueilli qu'une seule voix, la sienne.

TROIS SOUS-MARINS NUCLÉAIRES LANCE-MISSILES EN PATROUILLE EN PERMANENCE DÈS LE DÉBUT DE 1983.

Le président de la République a reçu, vendredi 10 décembre, en fin de matinée, le vice-amiral Jacques Bonnamy, commandant la force océanique stratégique (Fos). Ce dernier lui a rendu compte des dispositions prises pour augmenter, dès le début de l'année prochaine, le nombre des sous-marins nucléaires lance-missiles en permanence.

Depuis l'entrée en service du Tonant en 1980, la France dispose de cinq sous-marins nucléaires lance-missiles, et l'état-major de la Fos maintient en permanence à la mer deux unités, auxquelles s'ajoute, durant une moyenne de deux cents jours par an, un troisième bâtiment.

A l'Assemblée nationale, lors de la discussion budgétaire en novembre 1982, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a annoncé que, dès janvier 1983, la Fos pourra maintenir trois sous-marins en permanence à la mer, en réduisant la durée des périodes d'entretien à la base de l'île Longue en rade de Brest et en allongeant, pour les équipages, le temps de patrouille opérationnel, qui est actuellement de deux mois environ.

Portez-le pour les fêtes



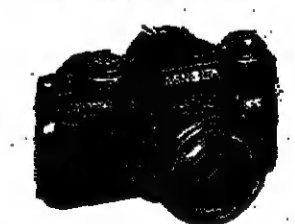
Solitaire blanc extra 0,75 carat 25 800 F

Crédit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit (après acceptation du dossier).

Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs - Émeraudes et tous les bijoux or.

MP 4 place de la Madeleine 75002 Paris 96 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette Catalogue couleur gratuit sur demande

Un bon conseil Pour acheter votre MINOLTA



venez nous voir avec cette annonce

Nous vous ferons le prix "grande surface" Exemple : MINOLTA X700 avec obj. Rokkor 1,7/50 mm. 2100 F

Nous vous montrerons comment personnaliser votre équipement avec les 54 accessoires et les 31 objectifs MINOLTA.

Un de nos spécialistes vous fera assavoir et prendra tout son temps pour vous faire une démonstration complète.

Vous serez sûr de repartir en sachant "bien" vous servir de votre appareil.

4 bonnes raisons qui justifient la devise

images

Photo, ciné labo, vidéo aux meilleurs prix plus les services toujours gratuits.

31 et 24, rue Saint Augustin 75002 Paris (métro : 4 Septembre ou Opéra) Tél. 742 42 42

Reprises - Occasions - Carte bleue - Crédits sur mesure - Leasing